

On largue !

DE BABY DOC À MARCOS

L'administration américaine vient donc de réussir un doublé dont la portée n'échappe à personne : évacuer sans trop de casse deux dictateurs : Baby Doc d'abord, Marcos ensuite. "Un bel exemple de démocratie", jubile Guido Olivieri dans l'éditorial de 24 Heures du 25 février. L'intervention systématique des conseillers américains, leur ingérence ouverte, facile, tolérée dans les affaires intérieures de Haïti ou de Manille donne pourtant à réfléchir : si les serviteurs de Reagan se sentent là-bas si bien chez eux, c'est qu'ils y sont depuis longtemps ! C'est nous, les USA, qui avons fait Duvalier et Marcos et c'est nous encore qui les défaisons. "Un bel exemple de démocratie"...

Alors pourquoi cette soudaine précipitation, ces opérations de largage de dictateurs encombrants ? Washington a tiré ses leçons de la chute du shah d'Iran et de Somoza, voici maintenant sept ans. Sept ans au cours desquels, dans l'écrasante majorité des pays dominés par les multinationales américaines, européennes ou japonaises, la crise économique et l'endettement ont provoqué des ravages sociaux et politiques en profondeur. Sept ans au cours desquels l'impérialisme US a dû investir des milliards de dollars dans la guerre contre-révolutionnaire, en Amérique centrale avant tout. Sept ans qui ont fait mûrir, dans la conscience et l'action des peuples opprimés et sans cesse menacés par la famine, une volonté d'indépendance, de liberté et de justice. Trop tarder à y répondre revient à attiser le feu de révoltes et de révolutions — telle est la conclusion de la diplomatie américaine.

La pression populaire qui a accompagné l'évacuation de Marcos et la campagne de Cory Aquino ne se contentera pas nécessairement de belles paroles et de quelques nouvelles têtes. Surtout lorsque celles-ci comptent notamment des militaires comme J.P. Enrile, ancien ministre de la défense de Marcos qui a fait respecter la loi martiale pendant dix ans, ou F. Ramos, ce général qui a fait massacrer, en septembre dernier, une vingtaine de grévistes d'Escalante, dans la province du Negros occidental.

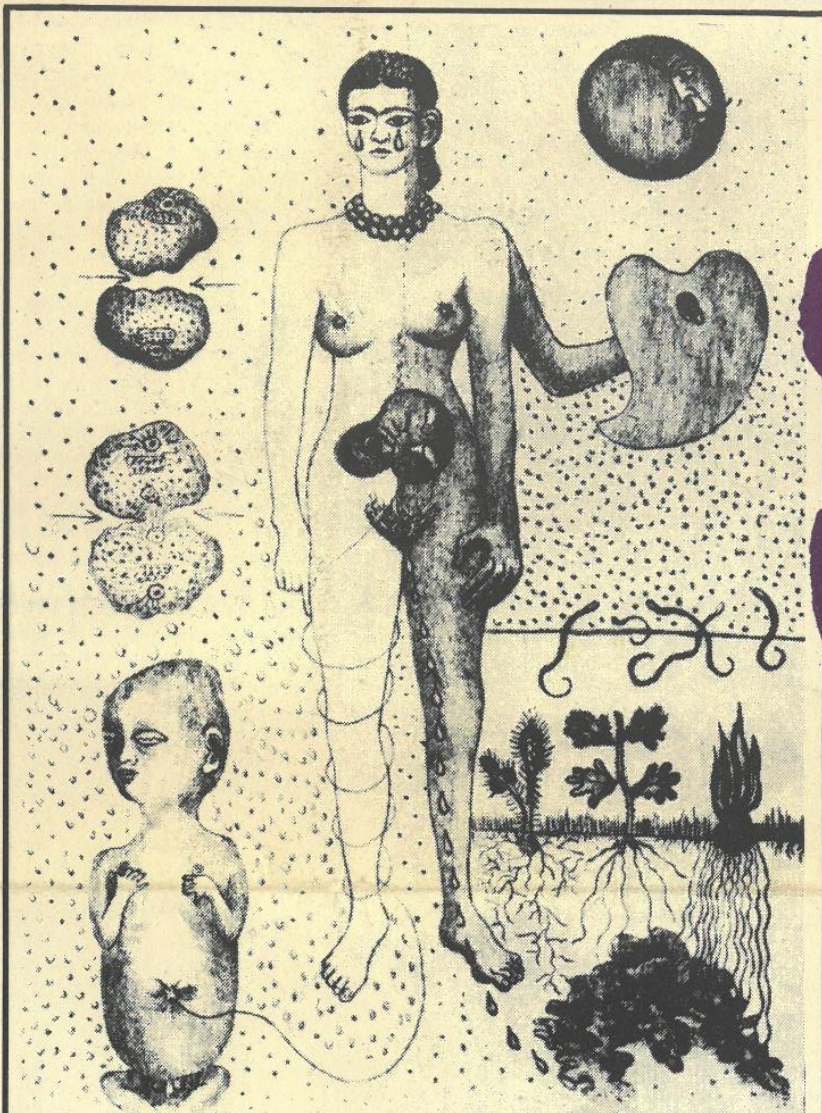
L'indépendance politique et la libération sociale des peuples dominés par l'impérialisme viendront de la mobilisation indépendante des masses ouvrières et paysannes, pour leurs propres revendications. C'est évidemment la première chose que s'empres- sent d'empêcher les USA, et c'est bien pour- quoi ils redoutent l'existence de la résistance communiste aux Philippines.

Mais c'est aussi, souvent, la première chose que les successeurs de dictatures honnies s'em- pressent de canaliser et d'étouffer. Il suffit de penser à l'Iran, où le gouvernement conserva- teur de Khomeiny a su se soumettre la formi- dable mobilisation populaire qui avait ren- versé le shah. Faire tomber un dictateur est une chose. Réaliser l'indépendance politique et la libération sociale en est une autre. Dans ses limites imposées par la guerre américaine et le sous-développement, le Nicaragua libre mène ce combat, qui n'a rien à voir avec les "libérations" orchestrées par Washington. Mais pour ces peuples, les chants de la dé- mocratie capitaliste n'ont que des bombes, des contras et le blocus économique. La Brèche

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

8 mars
Journée internationale
des femmes



Frieda Rivera

QUESTIONS DE FEMMES ?

Avortement,
techniques
génétiques :



8 mars Journée internationale des femmes MANIFESTATION NATIONALE samedi 8 mars, 14h, BALE

Programme :

- 14h** Départ de la manifestation depuis Claraplatz (depuis la gare prendre le tram 1 ou 8).
- 16h30** Assemblée avec la participation de deux syndicalistes sud-africaines (dans la Reithalle de la Kulturwerkstatt Kaserne). Vidéo, discussion.
- 20h** Grande fête femmes (au restaurant Hirschenneck, Lindenberg 23, depuis la gare tram 2 jusqu'à Wettsteinplatz).

Org. : Action Boycott d'Afrique du Sud BS; Assemblée de femmes autonomes BS; Basefront; Centre - femmes BS; Commission femmes SLP; Commission femmes VPOD; Groupe femmes antigène ZH; Ligne téléphonique BS; OFRA; POCH; PSO; Restaurant Hirschenneck BS

FÊTE DE SOLIDARITÉ Femmes réfugiées, immigrées et suisses

vendredi 7 mars, 19h30,
au Saint-Gervais, BIENNE

- 19h30** danse des enfants chiliens - buffet - boissons - musiques.
- 20h30** Film "Femmes réfugiées du Chili, Cambodge, Afrique"
- 22h30** Musique - Danse.

Org. : OFRA, Femmes pour la Paix, Femmes chiliennes, du Kosovo.

Pour une place Nelson Mandela à Lausanne

Mercredi 19 février, SOS Racisme Vaud a déposé auprès du Conseil communal de Lausanne sa pétition pour la nomination d'une place Nelson Mandela à Lausanne (cf. La Brèche No 354, 14 décembre 1985). Cette pétition était munie de 1149 noms dont 300 à 400 provenaient du quartier concerné. SOS Racisme Vaud et les signataires de sa pétition estiment en effet qu'il est important que la Ville de Lausanne témoigne par ce geste symbolique de sa volonté de combattre le racisme.

SOS Racisme Vaud a tenu à cette occasion une conférence de presse au cours de laquelle le mouvement antiraciste a fait connaître sa prise de position pour les prochaines élections vaudoises. Nous

la publions ci-dessous.

PLUS DE SAFRAN DANS LES POIREAUX Lettre ouverte à nos potes

"L'Action nationale/Vigilance appelle à la mobilisation générale, déclare la guerre aux étrangers.

SOS Racisme dit non à ce jeu-là. Nous ne voulons pas d'un vote raciste. Oh les potes, enfin ceux d'entre vous qui avez le droit de vote, pas une voix pour l'Action nationale/Vigilance!

Il est fini, il est bien fini le temps où la terre était plate et se terminait aux frontières de chaque pays. A tout moment la télévision nous permet de découvrir n'importe quel point du globe : chaque jour dans nos rues nous croisons des ressortissants de tous les pays du monde.

Des dizaines de milliers de filles, de garçons profitent des facilités de la jeunesse pour parcourir le monde. Nombre de paysans de chez nous doivent quitter leur terre, chassés par la crise de l'agriculture, et tentent de se refaire une vie au Canada, au Paraguay, en Australie. Des milliers de retraités quittent la Suisse, leur pays, pour l'Espagne, le Portugal, attirés par la clémence du climat et repoussés par des rentes qui ne leur permettent pas de continuer ici.

Et les travailleurs immigrés ? Ils sont quinze millions en Europe, 100 000 - avec leurs familles - dans notre canton de Vaud, ces citoyens que la vie réelle, les besoins du travail, les besoins de l'économie ont appelés hors des pays où ils sont nés. Ils les ont quittés jeunes, en pleine force, ils ont fait souche chez nous. Sont-ils des étrangers ? Et leurs enfants qui n'ont jamais vécu ailleurs ?

Notre pays s'est industrialisé au XIXe siècle, il a ainsi le privilège d'appartenir à ces pays vers lesquels se dirigent les richesses de la planète. Nous avons de la chance, la Suisse est un pays démocratique. Tant de peuples subissent des dictatures qui les plongent dans la misère et broient leurs opposants, ou les contraignent à la fuite. S'ils viennent chez nous, méritons leur confiance, sachons les accueillir.

Bien sûr le monde est complexe, déchiré de conflits. Mais l'autruche se protège-t-elle vraiment en plongeant sa tête dans le sable ?

Il n'y a qu'une espèce humaine, les adversaires de cette vérité-là sont aussi nos adversaires, nous aussi appartenons à l'espèce humaine.

Enfin, les autorités nous exposent régulièrement des chiffres éloquentes : les gens n'ont plus assez d'enfants. Dans vingt ans les salariés ne seront pas assez nombreux pour entretenir les retraités. Alors soyons conséquents, le monde est fait pour tous, résolvons nos problèmes ensemble."

LES CONTRAS ONT TUÉ MAURICE DEMIERRE

Maurice Demierre, membre du Comité Nicaragua/Salvador de Fribourg et coopérant agricole au Nicaragua envoyé par Frères sans frontières, a été assassiné par les contras (voir notre article en page 10). L'émotion a été, et reste, vive en Suisse. Une série de manifestations, piquets de protestation et

marches silencieuses se sont tenues dans plus d'une dizaine de villes romandes et alémaniques. Ces manifestations étaient organisées par les comités Nicaragua/Salvador, Frères sans frontières et les amis et connaissances de Maurice. A Zurich et Berne, dès le jeudi 20 février, une veillée a été mise sur pied. A Berne, à l'issue de la veillée, samedi 22 février, une manif s'est ébranlée en direction de l'ambassade des Etats-Unis. En Suisse romande : Genève, Fribourg, Lausanne, Delémont, La Chaux-de-Fonds et ailleurs encore ont vu également des marches silencieuses ou des piquets de protestation. A Lausanne, ce sont 200 personnes qui ont défilé. A Fribourg, 150 personnes ont animé un piquet pendant une heure et demie devant une banderole proclamant : "Les contras aidés par Reagan ont tué Maurice."

Samedi 22 février s'est tenu à Bulle, dans le canton de Fribourg, un office religieux en hommage à Maurice. Quelque 1000 personnes de toute la Suisse sont venues témoigner de leur solidarité avec la famille. Et exprimer leur indignation face aux actes criminels, et quotidiens, de la contra au Nicaragua. Maurice écrivait, à propos de ce pays : "... je suis dans un pays où l'on peut agir fondamentalement pour changer les structures de famine, d'injustices et d'oppression." C'est ce processus que les Etats-Unis tentent, par tous les moyens, de stopper. L'aide massive (financière, technique, militaire) offerte par Reagan aux contras (et qui a servi à tuer Maurice) fait partie du plan américain d'étranglement du Nicaragua. Mais lorsque L'Hebdo (No 8, 20 février 1986) demande au porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères comment réagira la Suisse devant l'assassinat de l'un de ses ressortissants, celui-ci a cette réponse scandaleuse : "... dans le souci de ne pas politiser ce malheureux accident (l'assassinat de Maurice!, réd.), le département ne va (...) pas entreprendre de démarches particulières." On ne saurait être plus servile et lâche à l'égard de la politique américaine.

P. Boschetti

Elections communales fribourgeoises :

LE GRAND CHELEM

Aux dernières élections communales, 22 et 23 février, le Parti socialiste fribourgeois (PSF) a ramassé une veste. Sur l'ensemble des communes du canton, il perd une vingtaine de sièges. PDC (démocrate-chrétien) et radicaux sont plutôt à la hausse. Mais la surprise vient de la ville de Fribourg. Sept listes étaient en présence, dont l'Action nationale (AN). Pour la première fois, une liste alternative écologie et solidarité prenait part à la course. Résultat : quatre sièges d'un coup, soit deux fois mieux que l'AN (2 sièges). Le grand chelem, quoi !

La liste alternative écologie et solidarité (AES) présentait vingt candidat(e)s. Regroupant des militant(e)s de groupes écologiques, antiracistes, de solidarité avec le Nicaragua ou tiers-mondistes et du PSO, AES a mené clairement campagne pour la solidarité à l'égard des étrangers (droit de vote pour les immigrés au niveau communal, par exemple) et contre le climat raciste caractérisant le débat sur les réfugiés. A ce sujet, rappelons qu'AES avait mené une action de protestation contre la décision du gouvernement fribourgeois décrétant qu'il n'enregistrerait plus les nouveaux candidats à l'asile. De même concernant la protection de l'environnement et la défense des plus défavorisés. Ses positions étaient claires : contre les spéculateurs, les pollueurs et les patrons qui licencient ; pour la protection des locataires, le développement des transports publics et les salarié(e)s.

C'est sur cette base qu'AES a rassemblé des forces allant de chrétiens progressistes, de gens à la gauche du PS jusqu'au PSO. Cela montre la possibilité et la nécessité d'une politique qui, contrairement à celle menée par les notables socialistes, choisisse clairement son camp : contre la xénophobie, pour la solidarité ; contre la collaboration "loyale" (et pépère) avec la droite, pour la mobilisation. C'est avec cette politique de mobilisation, d'actions - "irresponsables" diront certains - que nous avons gagné du premier coup quatre élu(e)s (dont deux membres du PSO). Le PS de la ville, dans le même temps, en a perdu sept. La collaboration, ça se paie au prix fort !

correspondant

Après la chute de Marcos : QUELLE EST AUJOURD'HUI LA SITUATION AUX PHILIPPINES ?

Assemblée publique
avec **Pierre ROUSSET**
(spécialiste du Sud-Est asiatique,
auteur d'ouvrages consacrés
au Vietnam)

LAUSANNE, mardi 18 mars,
20h15, Salle des Vignerons
(Buffet de la Gare CFF)

GENÈVE, mercredi 19 mars,
20h, Centre universitaire
protestant (2, av. du Mail),
7e étage

Org. : Parti socialiste ouvrier
(PSO)

TAMOULS TABASSÉS À BIENNE

Samedi soir 15 février, sept personnes ont tabassé à Bienne un ressortissant tamoul, K.P. Pendant quinze minutes et jusqu'à ce qu'il perde connaissance, ils l'ont molesté à coups de poings américains. K.P. a été amené à l'hôpital et a reçu un certificat médical le déclarant inapte au travail pour une période indéterminée. Cet acte d'agression raciste s'est déroulé en présence de nombreux témoins. Aucun n'a jugé bon d'intervenir. Le lendemain, dans la nuit de dimanche à lundi, un autre ressortissant tamoul, S.V., s'est également fait agresser par quatre personnes. Violemment frappé, S.V. a perdu connaissance avant d'être ramené à son domicile par la police. Le PSO-Bienne a immédiatement réagi par un communiqué :

"Les agressions violentes de nature purement raciste dans les rues de Bienne ces derniers jours soulèvent notre indignation. C'est un pas de plus dans la tension anti-étrangers et anti-réfugiés. Le climat de haine et de rejet plus ou moins silencieux crée un terrain propice pour que certains osent s'en prendre physiquement aux gens de couleur. La dignité humaine est foulée aux pieds. Pour faire face à ce regain de violence raciste, soyons nombreux à réagir. Touche pas à mon pote. Si un étranger est molesté, nous ne le laisserons pas seul. Solidarité."

Parti socialiste ouvrier - Bienne

la brèche

POUR UNE SUISSE
SANS ARMÉE

CONTRIBUTIONS
AU DEBAT

Fr. 5.-

UNE SUISSE SANS ARMÉE

Contribution au débat sur la défense nationale, le PSO publie une brochure regroupant une série d'articles (parus dans La Brèche) sur l'armée et les dépenses d'armement. En vente auprès de nos sections.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

On l'argue ! De Baby Doc à Marcos 1

POLITIQUE

Démantèlement de l'Etat social : quatre milliards en moins 3

Politique d'asile : comment on dissuade 3

La Suisse et l'ONU : oui ou blanc 8

Initiative Pour une Suisse sans armée : 2100 en dix mois. Interview 8

FEMMES

Techniques génétiques : questions de femmes ? 4-5

Avortement : débloquent l'impasse 5

DOSSIER

Consommation d'alcool en Suisse : un problème trouble 6-7

Une toxicomanie ? 7

INTERNATIONAL

FRANCE : objectif cohabitation 9

HAÏTI : "Déchoukage à nouveau..." 9

Diplomatie helvétique : M. Aubert dans le borbier argentin 10

NICARAGUA : Maurice assassiné par les contras 10

A NE PAS VOIR

Pollution cinématographique : menace "rambomaniaque" 11

L'ÉVÉNEMENT

Chimie et tiers monde : massacres aux pesticides 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

une année, enveloppe ouverte 55.-

une année, enveloppe fermée 65.-

une année, étranger (Europe) 80.-

abonnement de soutien 100.-

abonnement d'essai (7 num.) 13.-

(au lieu de 17 fr. 50)

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne, 021/20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent : prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91

case postale 82, 1020 Renens VD 1

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

Démantèlement de l'Etat social :

Quatre milliards de francs ! Voilà ce que la droite désire épargner avec ses revendications d'allègement fiscal, soit le sixième des recettes de la Confédération. Bât Kappeler, dans *La Lutte syndicale* du 12 février, s'est livré à un calcul fort instructif. Voyons un peu. Exonération de l'épargne découlant du troisième pilier : une perte de 300 millions de francs. Initiative du Parti radical prévoyant des facilités fiscales pour les hauts revenus (à partir de 70 000 francs) : un demi-milliard en moins. Concernant les cadeaux envisagés pour les entreprises, c'est l'orgie. Le gros morceau vise la suppression de la "taxe occulte" de l'ICHA (impôt sur le chiffre d'affaires) : un pactole de 1,5 milliard. Puis les banques, avec leur cortège de propositions... qui coûteront de 50 millions à 2 milliards par année. Bât Kappeler retient un milliard pour son calcul. Le total de ces coupes, on passe sur les détails, atteindrait les quatre milliards précédemment cités ! A ce rythme-là, les bourgeois n'auront bientôt plus besoin de frauder le fisc.

Cette offensive s'inscrit directement dans une ligne fidèlement suivie depuis 1975. Dégraisser l'Etat, réduire les dépenses publiques, faire sauter toutes les entraves à la liberté d'entreprise. Les radicaux résumant ce "point de vue" par leur "moins d'Etat, plus de liberté". Un des théoriciens de ce néo-libéralisme à la sauce helvétique, le

Quatre milliards en moins

professeur Walter Wittmann, parle, dans un bouquin au titre évocateur, *Les nouveaux exploiters, de l'exploitation du capital par les travailleurs*. Oui, oui, vous avez bien lu ! Pour lui, les patrons contribuent de façon extraordinaire aux prestations sociales en faveur des travailleurs. D'où l'exploitation. Le droit de grève, la protection contre les licenciements, les cotisations sociales sont autant d'obstacles à la nécessaire restructuration économique. C'est du Reagan swiss-made, ou le "plus de liberté" radical.

Ne croyons pas surtout que ces chevaliers du néo-libéralisme n'ont aucune influence sur les décisions confédérales. Quelques exemples. Dans le rapport du groupe d'experts sur la situation économique pour les années 1977-1978, on propose un temps d'arrêt en matière de politique sociale. Idem dans leur deuxième rapport (1978-1979) : "L'évolution démographique et économique posera à l'extension future de l'Etat social suisse des limites bien plus étroites que par le passé." Et le Conseil fédéral, soutenu par la majorité de droite des Chambres, de suivre ces sages conseils. Huitième et neuvième révision de l'AVS, réduction des subventions fédérales à l'assurance-maladie, reformulation de l'assurance-chômage, etc. Bref, depuis 1975, la Confédération a ainsi économisé quelque cinq milliards de francs dans le domaine social. Ajoutons-y le blocage du personnel, les diverses mesures d'économie et le partage des tâches entre Confédération et cantons et on aura une vague idée de l'ampleur des attaques.

Cet ensemble de mesures est officiellement justifié par la prétendue boulimie financière de l'Etat fédéral. Or, même Georges-André Chevallaz, ex-conseiller fédéral radical, admet que : "La Confédération seule, avec quelque 11 o/o du produit national brut, est très largement le moins dispendieux des pouvoirs centraux. La République fédérale d'Allemagne, le pays le plus fédéraliste après le nôtre, atteint 16 o/o." La droite bourgeoise maintient cependant sa pression. Avec de notables succès, comme on l'a vu. Egalement sur le plan fiscal : depuis 1975, le total des impôts (Confédération, cantons et communes) représente toujours 24 o/o du revenu national (*Revue syndicale suisse*, No 6, 1985). Malgré les fameux déficits des pouvoirs publics, les hauts revenus et les sociétés ne sont pas plus taxés. Par contre les salarié(e)s devront payer ce "moins d'Etat" radical. C'est-à-dire supporter les atteintes redoublées aux dépenses sociales "improductives", sous prétexte d'économies.

P. Girardet



Manif de Tamouls à Berne : "Nous ne sommes pas des terroristes."

Politique d'asile : les autorités publiques renforcent leur arsenal répressif. A Genève, le Conseil d'Etat a décidé de frapper les requérants entrant clandestinement (c'est-à-dire sans visa) en leur appliquant des mesures d'exception. A Fribourg, le gouvernement maintient sa décision illégale de ne pas enregistrer les nouveaux candidats à l'asile. En ville de Bienne, malgré la violence dont les Tamouls sont de plus en plus l'objet, la police s'en fout ! Dans les services sociaux et les centres de la ville de Zurich qui s'occupent des réfugiés, et qui dépendent de la "socialiste" Lieberherr, toute une stratégie dissuasive a été mise au point. En voici quelques exemples.

Dans les services sociaux de Mme Lieberherr, l'homme fort en matière d'asile s'appelle Diego L. Giovanelli, adjoint au secrétariat pour les requérants d'asile. Depuis son bureau au Werdmühleplatz, il envoie ses ukases à environ 60 subordonné(e)s. Giovanelli est un fidèle adepte de la consigne fédérale : diminuer l'attractivité de la Suisse en tant que pays "d'accueil".

Surtout pas aider

Ainsi les collaborateurs des centres savent qu'ils doivent s'en tenir à fournir aux requérants un toit, de la bouffe et des habits. Point à la ligne ! Surtout pas de prise en charge personnalisée, car ils risqueraient de "comprendre" les réfugiés. Interdiction d'aider un requérant à formuler un recours, il y a des avocats pour ça. Une assistante sociale du centre de Wädenswil a même reçu un blâme écrit. Sa faute : avoir fait appel aux services sociaux internationaux pour aider un Libanais refoulé à trouver un pays d'accueil.

Pour un requérant vivant dans l'incertitude, six mois dans un centre est une épreuve difficile. Certains la supportent mal, notamment les anciennes victimes de tortures. Ils auraient besoin d'un encadrement thérapeutique qui, le plus souvent, est refusé. Et la prise en charge individuelle dans ces centres est quasi impossible vu le manque de personnels et l'appareil administratif boulimique. On n'arrête pas de pondre de nouveaux formulaires et de dresser des statistiques et des fichiers.

Des dossiers de flics

Giovanelli est du reste un fan des dossiers et juge de la qualité d'un centre d'après la quantité qu'il en reçoit. Tous les faits et gestes des requérants, aussi petits soient-ils, sont dûment notés. Dans les cas graves (non respect de l'interdiction de consommer de l'alcool dans le centre, par exemple), le responsable doit faire rapport à Giovanelli et ajouter une copie au dossier. Or ces copies contiennent des remarques

personnelles et confidentielles sur le requérant et finissent souvent sur les bureaux de la police des étrangers ou de l'office fédéral concerné. Des endroits où se prennent les décisions sur le sort du requérant. "L'alcoolisme" par exemple est un prétexte suffisant pour considérer un demandeur d'asile comme peu digne de foi.

Dans les cas de "mauvais comportement", le réfugié accusé sera déplacé et aura un délai d'attente supplémentaire avant de pouvoir travailler.

"La politesse n'est pas toujours une vertu"

Visiblement les conflits survenus dans le centre d'accueil de la Croix-Rouge à Fribourg (voir *La Brèche*, No 330, 17 novembre 1984) ou à Roggwil servent les buts des autorités. Ils permettent aussi aux journaux avides de sensationnel, style *Blick* en Suisse alémanique, d'en faire leurs gros titres, très utiles pour attiser le climat anti-réfugiés. On ne peut exclure que des centres particulièrement "dissuasifs" ont entre autres cette fonction, c'est-à-dire favoriser ce genre de conflit. Ces intentions, on les sent poindre un peu partout. A propos d'une lettre "trop" courtoise adressée à un requérant et émanant de ses services, Giovanelli fit remarquer à

Politique d'asile :

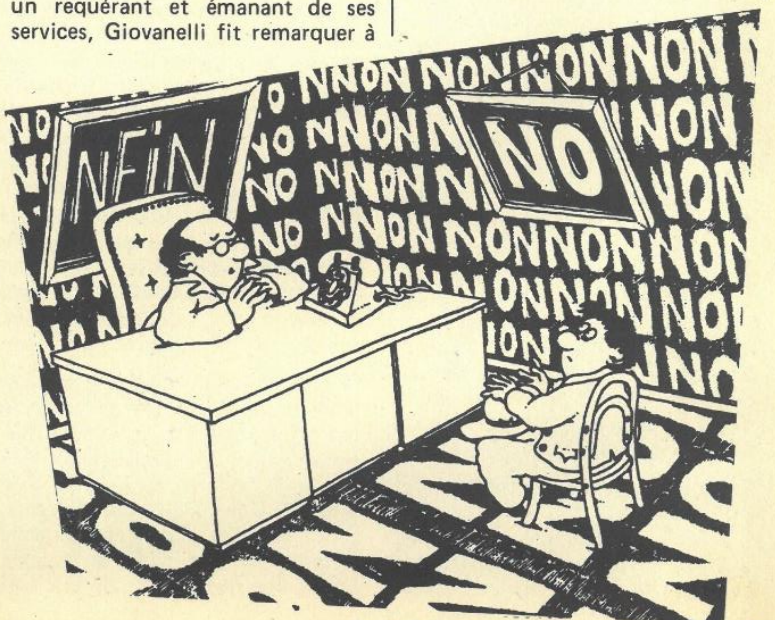
COMMENT ON DISSUADE

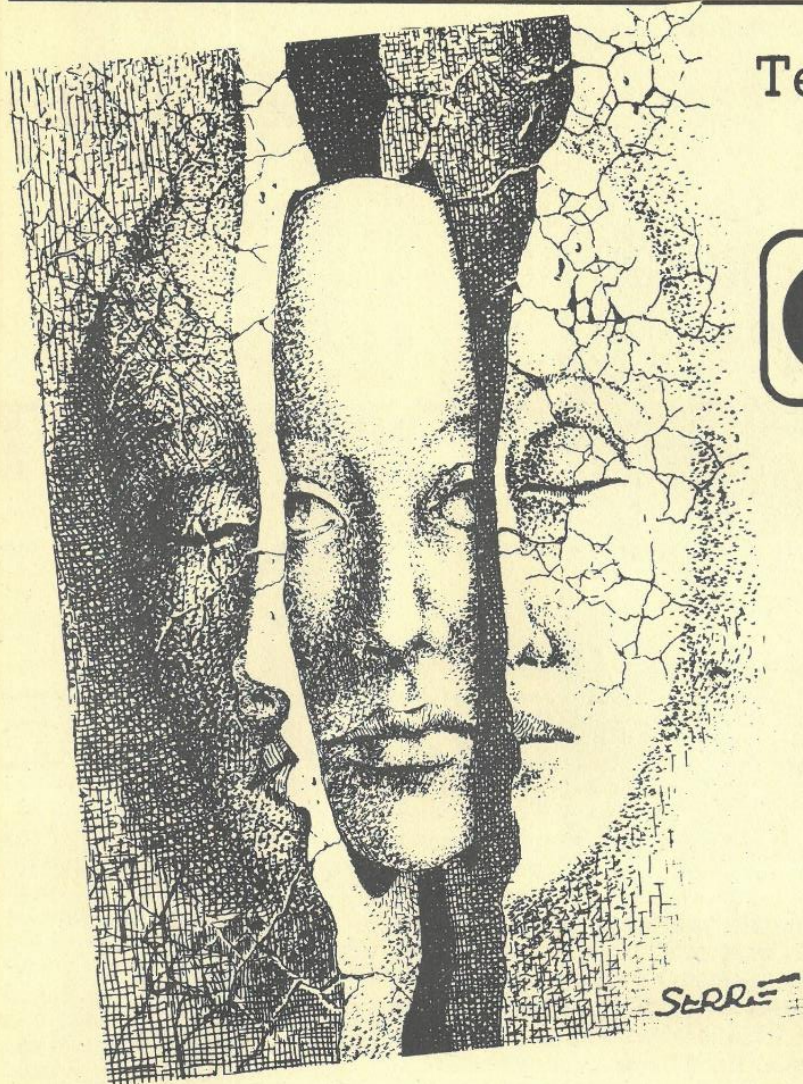
la secrétaire responsable : "La politesse est une vertu, mais ici il y en a presque un peu trop. Il ne s'agit pas d'un client ou d'un associé, mais d'un demandeur d'asile qui ne remplit pas ses obligations. Si vous lui écrivez trop gentiment, il continuera de la même façon."

Camps de travail

La politique d'asile se confond également avec une politique de la main-d'œuvre. Le séjour de six mois dans un centre est le compromis entre une pratique d'intimidation à l'encontre des requérants et le besoin en personnels dans certains secteurs comme l'hôtellerie. Mais si le marché du travail se modifie, Giovanelli a déjà songé à une solution de rechange. Le 28 août 1984, il a visité la colonie de travail de Murimoo SA pour, selon un protocole interne, "étudier la possibilité d'y accueillir des demandeurs d'asile devenus insupportables pour les centres ou pour lesquels un internement ne peut pas encore être envisagé." Dans ce même papier, il tire la conclusion suivante : "Aussi longtemps que l'économie privée offre des possibilités de travail, elles seront utilisées comme la meilleure manière pour la prise en charge. Mais si ces possibilités disparaissent ou au cas où une interdiction de travailler est introduite, nous nous tournerons alors vers les centres les plus isolés de Gams ou d'Amden afin de réaliser un plan sur le modèle de Murimoo." Précisons que Murimoo est une institution très stricte d'éducation au travail. Voilà un projet qui comblera d'aise l'Action nationale. Il n'y a plus qu'à rajouter des barbelés autour de ces camps.

Denis Lavanchy





Techniques génétiques :

QUESTIONS DE



8 mars

Journée internationale
des femmes

Baby Cotton va fêter son premier anniversaire chez ses parents d'accueil aux USA. Madame Cotton a-t-elle pu l'oublier dans sa maison familiale, rénovée avec les 20.000 francs reçus pour "location d'utérus"? Le sensationnel de l'affaire est déjà devenu banal.

En une année, toute une littérature scientifique, médicale, éthique a été publiée sur les nouvelles techniques de reproduction et les manipulations génétiques. Pour la simple consommatrice de revues, les articles à sensation continuent à exciter les fantasmes de chacune et chacun. On y mélange allègrement les mères porteuses et le clonage, les fécondations artificielles, les bébés-éprouvettes et l'utérus artificiel. De quoi imaginer une usine produisant des bébés uniformisés, disponibles sur catalogue: ceux qu'on fait vibrer au son d'une berceuse de grand-mère, d'une marche militaire ou d'une publicité alléchante. Selon les goûts du producteur et du consommateur ! Folie ? Absurdité ? Le meilleur des mondes d'A. Huxley s'impose à toutes les mémoires.

Jamais peut-être l'histoire de l'humanité n'a été bouleversée en si peu de temps dans l'un des domaines les plus intimes et intouchables: la création de la vie et l'interrogation de chaque individu sur sa propre origine, sa propre originalité.

Depuis que les mammifères existent, l'accouplement d'un mâle et d'une femelle donne un autre être, mâle ou femelle. Méthode universelle pour les animaux et les humains. Diverses inconnues sur la qualité du résultat, une certaine fatalité, acquise au cours des générations, pour en admettre le fruit. Et voilà que des millénaires d'expérience de toutes les civilisations seraient remis en cause dans quelques laboratoires d'avant-garde ? Comment, pourquoi, pour qui et pour quoi faire ?

Sensationnel, l'événement est aussi intrigant. Tandis qu'une élite s'élève de la gloire des pères scientifiques, des profits fabuleux, des investissements démesurés consentis par des parents en manque d'enfant de leur sang, la masse des quatre milliards d'êtres humains continue à naître et à mourir au gré de choix parfois conscients ou sous la contrainte de la misère et des guerres. Alors essayons d'abord de comprendre ce que recouvrent les nouvelles techniques de reproduction (NTR), c'est-à-dire les interventions sur la fécondation.

Simple question de méthode ?

Jusqu'à récemment, le choix était de fabriquer "naturellement" son enfant ou d'en adopter un. Les

mères de substitution, c'était pour la cour des rois, lorsque Madame ou Monsieur "ne pouvait pas". On ne faisait pas tant de complications et le secret de fabrication restait sagement gardé.

Aujourd'hui, on étale onze, douze ou treize méthodes pour faire un enfant. Avant de s'inquiéter de chaque combinaison possible de double paternité ou de double maternité (père et mère géniteurs, père et mère d'accueil), soulignons que les nouvelles techniques de fécondation se résument, pour l'essentiel, à deux possibilités :

- soit l'insémination artificielle de la mère par le sperme d'un donneur technique (IAD) lorsque la stérilité provient du père ;
- soit une fécondation in vitro (bébé-éprouvette) avec implantation de l'embryon, au terme de quelques jours, dans l'utérus de la mère ou d'une mère (technique FIVETE), lorsque la stérilité provient de la mère. Cependant, cette technique soulève des questions plus complexes lorsque l'embryon est déposé dans l'utérus d'une mère porteuse.

Une troisième méthode consiste à féconder in vitro deux ovocytes qui donneront inévitablement naissance à une fille. Seules deux femmes sont concernées, le sperme est inutile. La méthode a réussi chez les souris en 1977 mais n'est pas encore tentée sur des ovules de femmes. Enfin, une quatrième méthode con-

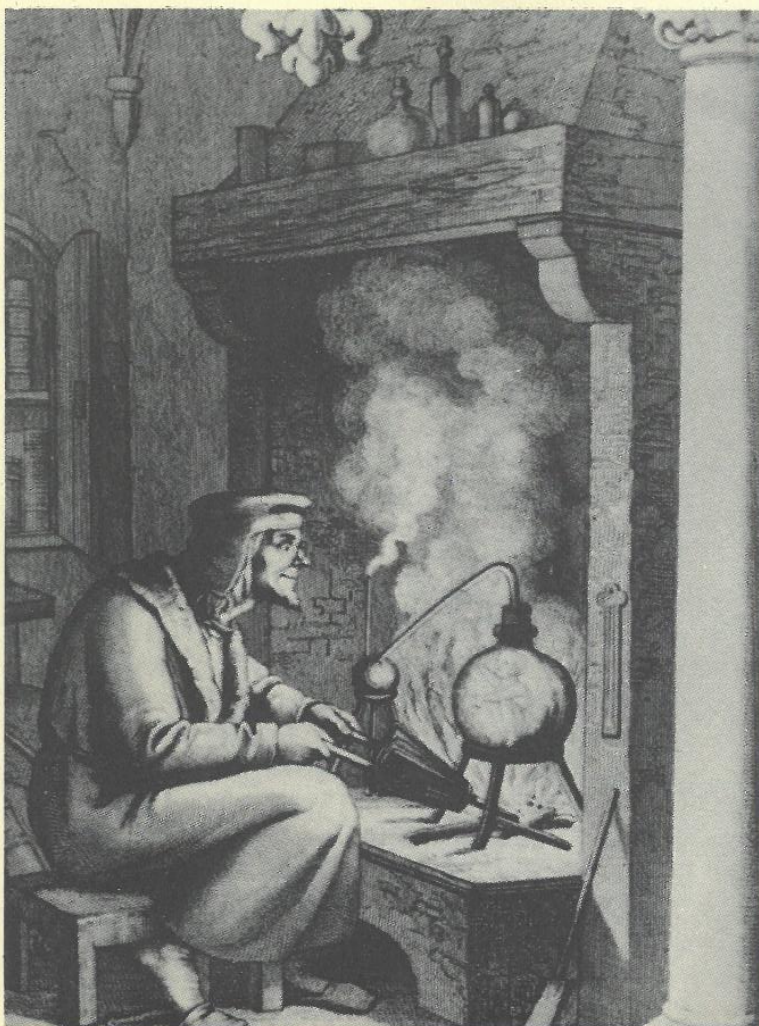
siste, après fécondation naturelle ou in vitro, à placer l'embryon dans un utérus artificiel, alimenté par un tissu nutritif artificiel. La seule expérience connue a duré quinze jours puis a été volontairement stoppée. D'autres laboratoires vont-ils déjà plus loin ?

Les incertitudes

Ces méthodes ne constituent, en soi, qu'une intervention propre à favoriser la fécondation. Les traitements de stérilité existent depuis longtemps sans qu'on se soit autant alarmé. Mais les découvertes actuelles et leur application avancent à telle allure qu'elles mettent en émoi le monde scientifique, les législateurs et chacune ou chacun d'entre

nous. Elles éveillent de multiples incertitudes et interrogations et aucune ne trouve de réponse évidente.

Le choix des donneurs de sperme ou d'ovocytes pose aussitôt le problème des critères. Des critères de santé physique et psychique à la couleur de la peau ou à l'état-civil des donneurs, la palette est grande. On parle déjà de banque du sperme des Prix-Nobel ou des champions olympiques, un pur non-sens scientifique démonté par le généticien A. Jacquard. Puis viennent toutes les questions juridiques et légales: la décision, prise en Suède, d'abolir l'anonymat du père génétique a soulevé un tollé. La rémunération des donneurs, donneuses ou mères-porteuses ouvre la porte à un énorme marché, où se précipiteront les in-



Homuncule de Faust chez Goethe.

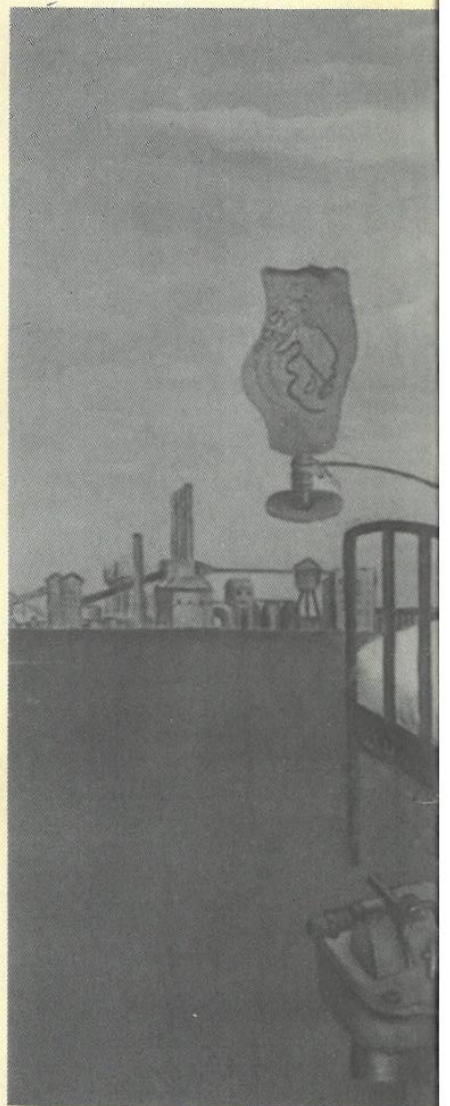


Tableau de Frida Kahlo.

termédiaires (agences, médecins, juristes, etc). Les problèmes de filiation et de succession, si le "don" d'enfant est légalisé, la propriété des embryons congelés (au géniteur, au laboratoire, à la science, à l'Etat ?), l'extension de la fécondation artificielle aux femmes sans mari (par exemple : homosexuelles, veuves ou célibataires) — autant de questions qui montrent qu'au-delà des découvertes scientifiques proprement dites ce sont tous les rapports sociaux dans lesquels elles se déroulent qui sont mis en cause.

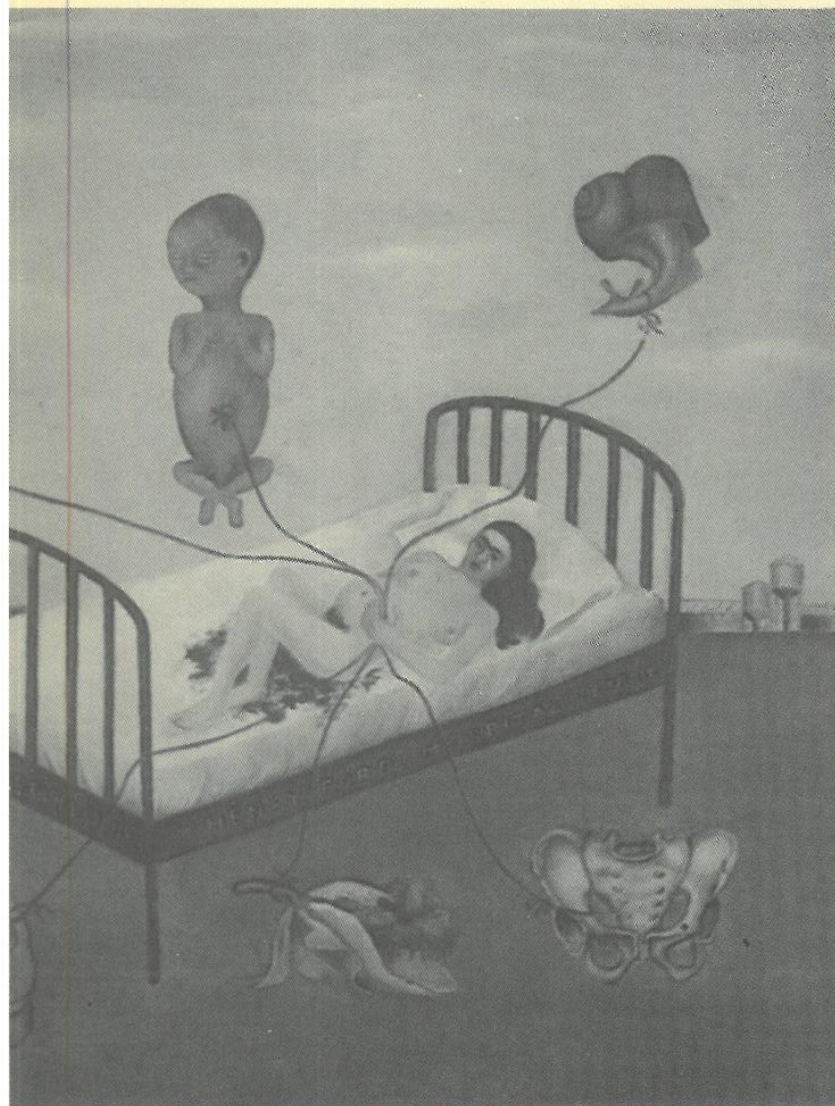
La vieille morale
pointe son nez

Si les NTR n'étaient qu'une thérapeutique pour remédier à la stérilité, masculine ou féminine, pourquoi pas ? Là n'est pas, à mon avis, le problème fondamental. Mais quand la lutte contre la stérilité devient obsession et s'étend en programme démographique, l'affaire devient hautement politique.

La baisse démographique observée depuis une vingtaine d'années atteint un seuil critique dans le "vieux monde" occidental. Discours et programmes natalistes s'écraient devant les faits: un taux de fécondité plus proche de 1,5 que de 2. La revalorisation de la maternité comme réalisation ultime de la femme a besoin de nouveaux supports. Grossesse et naissance devraient garantir "l'éternel féminin".

Alors, l'axe se déplace. De la contraception à la conception. Finie l'époque du combat pour le con-

FEMMES



trôle des naissances et le libre choix des femmes. Elle n'aura duré qu'à peine quinze ans. La contraception, largement répandue depuis les années septante, est rendue responsable du déclin de la natalité. L'accès à l'avortement s'est accommodé des législations et pratiques plus ou moins libérales. Les investissements pour améliorer la contraception, féminine ou masculine, ou développer des méthodes d'avortement non violentes stagnent à un niveau dérisoire en comparaison des sommes investies dans les NTR.

La roue de l'histoire occidentale a ainsi vite fait demi-tour. Contrôler la fécondité, oui, mais pour l'accroître et non pour respecter le libre choix des femmes! La stérilité devient maladie, obsession, surtout chez les hommes. L'insémination artificielle de la femme offre l'avantage de cacher la stérilité de l'homme. L'intégrité du couple est sauve, puisque le tiers est un médecin armé d'une seringue. L'honneur patriarcal est garanti et pourtant, le pouvoir du mari géniteur disparaît. En Suisse, grâce à l'IAD, 1% des enfants naissent de couples au mari stérile.

Mais quand la stérilité tient à la femme, le traitement FIVETE coûte énormément plus de temps, d'efforts et de frais pour un succès encore maigre (15 à 20% de réussite). Depuis sa mise en application en 1978, plusieurs milliers d'enfants-éprouvettes sont nés dans le monde, dont quelques centaines par mère porteuse. On peut se demander

pourquoi cette solution a été choisie plutôt que l'adoption, pourquoi cet acharnement à fabriquer à tout prix un enfant. La volonté de vivre une grossesse, mais aussi la sécurité du patrimoine génétique, les embûches administratives de l'adoption, les risques devant l'enfant inconnu, la couleur de sa peau, etc. pèsent dans la décision. Débat difficile qui interdit un simple jugement moral sur le choix des parents. Mais pourquoi les gouvernements maintiennent-ils des conditions draconiennes à l'adoption d'enfants du tiers-monde? Pourquoi s'acharnent-ils à prioriser la natalité autochtone? Un réel programme raciste sous-tend de tels choix.

Le corps des femmes, propriété de la science?

Rarement le "bien de l'humanité" a été à la source des plus grandes innovations. Dans une société dominée par les critères du profit et aux mains d'hommes avant tout, les couches opprimées et les femmes en particulier n'ont guère d'espace de décision. Dans le domaine de la reproduction, le contrôle échappe encore souvent aux femmes, la contraception reste insuffisamment développée, le Depo-Provera, réputé dangereux, continue à rapporter des fortunes au mépris des femmes du tiers monde. Dans un tel contexte, on ne peut aborder les NTR qu'avec une infinie prudence.

D'abord, parce que leur coût et les normes morales qui les sous-

tendent, établissent déjà un tri élitiste. Une insémination artificielle coûte environ 1.000 francs et chaque fécondation in vitro entre 3.000 francs et 5.000. Et il faut plusieurs essais pour atteindre le succès.

Ensuite, parce que le choix des investissements renforce la logique du profit plutôt que celle du bien-être. Pourquoi, en effet, cherche-t-on d'abord à traiter la stérilité plutôt que d'en chercher les causes? Le premier met en jeu de gigantesques moyens médicaux en cliniques spécialisées ou privées. Le second ne ferait que mettre en lumière, à côté des causes physiologiques, l'environnement social qui conditionne la stérilité: conditions de travail, stress, relations, etc.

Enfin, parce que l'approche différente de la stérilité masculine et

féminine relève d'une double morale sexiste. La stérilité affecte 15 à 20 couples sur 100, à parts égales entre hommes et femmes. Mais combien de femmes ont dû subir, parfois sur des années, des examens de toute sorte avant qu'on se tourne vers le mari?

Tant d'inconnues ou de choix implicites qui touchent à la matière humaine, la naissance d'enfants — même si la proportion reste encore aujourd'hui infinitésimale — ne peuvent être laissés aux mains de scientifiques et de médecins ou de l'Etat et de juristes. "Ce que les scientifiques mettent en vitrine est peu de choses comparé à ce qu'ils ont en magasin" écrit le généticien A. Jacquard. L'énergie nucléaire n'en finit pas de produire des armes et dans le même temps, on met au point des mesures de protection. Les nou-

velles techniques appliquées à la reproduction humaine supposent un large débat collectif et social. Les femmes ne sont pas seules concernées, mais leur corps devient une nouvelle source d'enjeux. Les NTR peuvent faciliter le libre choix de la maternité. Mais elles pourraient aussi signifier de nouveaux instruments de contrôle et d'oppression des femmes dès qu'interviennent des normes imposées sur la qualité du "produit", l'enfant devant répondre à des critères définis socialement ou même politiquement. Il ne s'agit pas, à mes yeux, de rejeter en bloc toute intervention thérapeutique dans le domaine de la fécondation mais de porter le débat là où il est: celui d'un choix des femmes qui est, en même temps, un choix de société.

Maris-Thérèse Sautebin

Avortement :

Débloquer l'impasse

Le 16 janvier passé, une commission du Conseil national a repris le dossier de l'interruption de la grossesse. Mais au niveau parlementaire, on n'abordera que la question de savoir s'il faut ou non accepter la solution dite des indications sociales et s'il est opportun de rendre plus restrictive la pratique en vigueur dans les cantons "libéraux". Quelles sont les forces en présence?

Les partis bourgeois semblent actuellement opposés à une quelconque solution des délais. Les cercles à l'origine de l'initiative du même nom lorgnent plutôt du côté des indications médico-sociales. Aujourd'hui, c'est la règle des indications médicales qui est retenue. Mais dans six cantons "libéraux", on applique également l'indication sociale. La reconnaissance de cette dernière représente en fait une concession à l'opinion publique. En effet, selon un récent sondage, 80% de la population s'est prononcée en faveur d'une libéralisation de l'avortement. Mais même dans ce cas, nous restons dans le domaine du contrôle par l'Etat. Ce qui n'est certes pas le plus favorable pour le contrôle par les femmes elles-mêmes.

Un revers

Depuis 1983, la gauche traditionnelle ne réclame plus la solution des délais pour toute la Confédération et se contente de la solution fédéraliste. Idem concernant le remboursement des frais par les caisses-maladies: elle n'en parle plus depuis belle lurette.

Or la solution fédéraliste est en réalité un revers. Elle cimenterait l'interdiction d'avorter en vigueur dans huit cantons ainsi que la non reconnaissance des indications sociales dans onze autres cantons. Elle aggraverait en outre la tendance des cantons "libéraux" à refuser les femmes en provenance d'autres cantons. En 1981, par exemple, le CHUV à Lausanne a introduit provisoirement une pareille mesure.

Même pour les cantons "libéraux", la formule fédéraliste n'est pas avantageuse. Car les caisses-maladies ne rembourseront que les avortements conformes au principe des indications! Le paiement individuel signifie, pour beaucoup de femmes, l'abandon à leurs maris ou pères d'un droit de veto sur leur choix d'avorter.

Deux fois

Ce projet introduit en outre une période d'attente d'une semaine

après la consultation obligatoire auprès d'un médecin reconnu. D'après le Conseil fédéral, ce délai d'attente fait diminuer le nombre d'interruptions de grossesse. Aujourd'hui il est encore possible, du moins à Genève, de recevoir l'autorisation et d'avorter en un seul jour. Ce rallentissement affectera en particulier les femmes résidant hors des cantons "libéraux" parce qu'elles devront se déplacer deux fois.

Enfin, comparée au système des indications médico-sociales, la solution fédéraliste représente encore un autre pas en arrière: elle n'impose pas l'indication sociale sur tout le territoire de la Confédération.

A Zurich

Le 22 mars prochain se tiendra au Volkhaus de Zurich, dès 11 heures, un meeting suivi d'une fête organisée par le Comité maternité sans contrainte et par l'OFRA sur le thème:

Interruption de la grossesse

Au programme:

- des discussions en groupes et une réunion plénière sur la situation actuelle, sur les perspectives féministes et sur les projets (du matin au soir);
- des groupes de travail sur la situation en Suisse et en Allemagne, consultation féministe ou étatique, "nouvelle maternité" (après-midi);
- film, musique, fête...

Pour une alternative féministe

Il s'agit en premier lieu de dire clairement non à toute réglementation sur les indications, de même qu'aux illusions relatives à la solution fédéraliste. Nous devons également dénoncer publiquement les humiliations et les diverses entraves qui existent toujours lorsqu'une femme décide d'avorter. Des places supplémentaires pour les femmes devraient être aménagées dans les hôpitaux ainsi que des subventions en faveur des journaux de femmes,



Vreni Bosshard

On boit régulièrement de l'alcool en Europe. Et même beaucoup, depuis deux à trois cents ans. Sa consommation est solidement enracinée dans les habitudes alimentaires, mais elle a changé de signification avec le temps. Le vin a longtemps été, pour les ouvriers et les pauvres, le complément calorique d'une alimentation essentiellement constituée de pain.

Ce n'est plus le cas depuis la dernière guerre mondiale — peut-être même depuis le début du XX^e siècle — puisque l'augmentation de la consommation d'alcool va de pair avec une ration alimentaire suffisante, voire excessive. Le tableau 1 montre qu'au-dessus de l'âge de 15 ans la ration annuelle moyenne d'alcool par personne (en litres d'alcool pur) est passée de 10 à 13 litres. Dans le même temps, les décès dus à des cirrhoses alcooliques ont doublé alors que la ration énergétique était largement suffisante : plus de 2500 kcal/j. (abstraction faite des calories provenant de l'alcool).

Les problèmes liés à l'alcool sont très importants sur le plan économique et de la santé publique. Un homme sur dix hospitalisé en 1983 dans les hôpitaux non psychiatriques a été diagnostiqué comme "alcoolique"¹. Ce taux est probablement un peu plus élevé que celui des gros buveurs (plus de 1 litre de vin ou 80 grammes d'alcool pur par jour) dans la population. Mais il faut y ajouter 15 o/o à 20 o/o des hospitalisations et soins ambulatoires psychiatriques. Par ailleurs, en terme de pertes de production secondaires dues aux décès ou à la baisse de productivité attribuable à l'alcool, le coût économique est estimé à 1,5 milliard de francs au minimum en 1980².

L'ALCOOL DANS LA VIE SOCIALE

L'alcool interfère avec pratiquement tous les aspects de la vie sociale, surtout lorsque ceux-ci exigent de l'individu concentration et réflexes.

Certaines de ces interférences, comme la combinaison alcool — transports privés — allongement du trajet du domicile au lieu de travail, semblent particulièrement meurtrières. D'après l'Institut suisse pour la prophylaxie de l'alcoolisme (ISPA), la part des accidents de la circulation attribués à l'alcool n'a cessé d'augmenter de 1973 à 1984 (figure 1). L'alcool serait à l'origine de 10 o/o des accidents et de 18,2 o/o des morts de la circulation³.

La consommation d'alcool influence également le risque d'accident sur le lieu de travail. Il suffit de petites quantités, de l'ordre de deux décis de vin, pour que le risque relatif augmente de 50 o/o. Or la monotonie de la tâche et la pauvreté des contacts sociaux liés à l'activité professionnelle poussent dangereusement à la consommation régulière d'alcool. Une étude financée par le Fonds national de la recherche scientifique et portant sur des hommes âgés de 35 à 50 ans suggère que :

a) le contenu du travail constitue un facteur de risque : "La consommation excessive est d'autant plus grande (...) que sont plus restreints le pouvoir (objectif) de décision et la marge d'autonomie de l'individu dans l'accomplissement de son travail (... de même que...) sont plus rares les contacts sociaux au travail et donc les chances de pouvoir réagir de manière coopérative, par exemple, à des situations engendrant des tensions."⁴

b) la situation de travail influence le comportement face à l'alcool au cours du temps de loisir : une activité professionnelle peu gratifiante stimule une consommation alcoolique compensatoire extraprofessionnelle.

L'ALCOOL COMME MÉDICAMENT

On reconnaît ainsi la contribution de l'alcool à l'évolution des accidents, des hospitalisations, des décès, de la productivité et des loisirs. La plupart des activités sociales en sont, si l'on peut dire, imbibées. Un phénomène aussi diffus ne peut provenir que de caractéristiques sociales structurelles, se manifestant quel que soit le milieu social ou professionnel.

Parmi les explications plausibles, il en est une particulièrement séduisante. L'alcool serait un puissant médicament bénéficiant d'un statut exceptionnel : il calme l'anxiété, soulage le poids de la dépression et de l'inhibition et confère une cohésion à des relations sociales superficielles. Mais il a surtout le privilège d'être "un médicament

Tableau 1

	Consommation moyenne chez les plus de 15 ans ¹ (en litres d'alcool pur)	Cirrhoses pour 1000 décès ¹	Disponibilités caloriques quotidiennes sans alcool ² (kcal/j)
1939-44	10	6,2	3203
1956-60	11,8	10,7	
1966-70	13,8	13,1	3100
1976-80	13,4	12,4	3280

1. Données citées par ISPA (note 1).

2. Données du Secrétariat suisse des paysans.

Consommation d'alcool en Suisse :

Un problème trouble

Photo de Cartier-Bresson.

"L'alcoolique", c'est toujours l'autre : le voisin de palier ou le collègue de boulot. Celui qui abuse de la "dive bouteille"... Le problème n'est cependant pas aussi simple et concerne beaucoup plus de monde que l'on imagine généralement. Quel rôle joue l'alcool dans la société ? N'est-il pas une espèce de médicament de substitution ? Et d'abord, comment définir "l'alcoolisme" ? Un phénomène social, loin d'être marginal, aux conséquences humaines et économiques considérables.

qui ne dit pas son nom, un médicament qui se cache, un médicament qui garde le secret : et le secret c'est la peur. Avaler un comprimé de valium ou d'anafranil, cela suffit à faire repérer le symptôme psychique sous-jacent."⁵

QU'EST-CE QUE L'ALCOOLISME ?

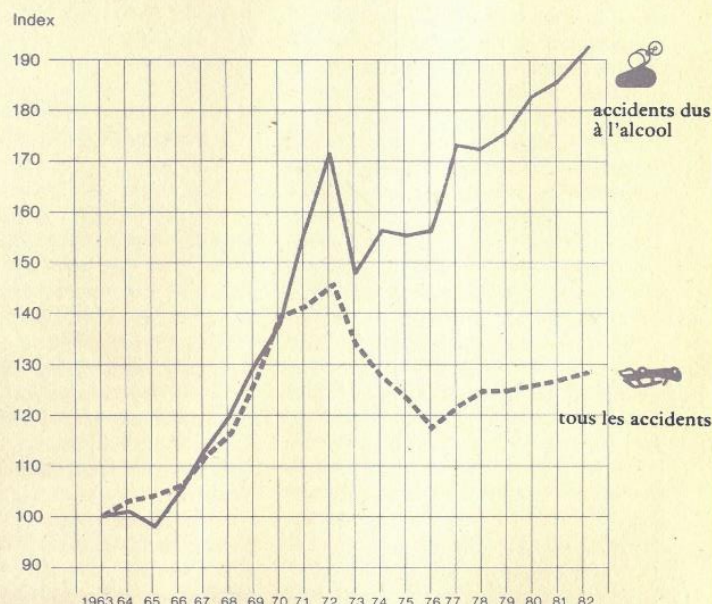
Malgré l'usage universel du terme d'"alcoolisme", sa définition est loin d'être évidente. Qui est alcoolique et qui ne l'est pas ? Existe-t-il une consommation "normale" et une autre pathologique ?

La notion d'"alcoolisme" contient implicitement celle d'abus. Mais quel en est le critère : le comportement social, le risque de maladie, l'espérance de vie, les effets aigus ou chroniques ?

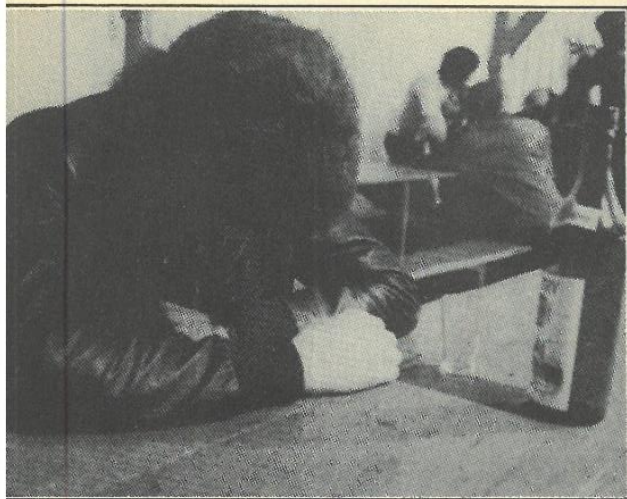
On peut disserter sans fin sur le sujet. Car il part d'un faux problème : la tentative de donner une définition de l'alcoolisme reposant sur la trilogie non buveurs, buveurs non alcooliques et buveurs alcooliques. On admet de plus en plus aujourd'hui, à l'instar de ce que soutient l'Organisation mondiale de la santé (OMS), que s'il existe un seuil normal de consommation d'alcool au-dessous duquel le risque pour la santé est minime, celui-ci est très bas. De l'ordre de 7 à 23 gr d'alcool pur par jour pour un homme de 70 kg (soit de 1 à 3,5 décis de vin à 10° ou 2,5 à 7,5 décis de bière à 4°). Or la majorité de la population masculine se trouve au-dessus de ce seuil !

La discussion sur l'existence d'un "seuil" de consommation n'est pas sans intérêt pour la santé publique et, plus

Figure 1
Accidents de la circulation 1963 — 1982



(Zahlen und Fakten..., op. cit., p. 17. ISPA)



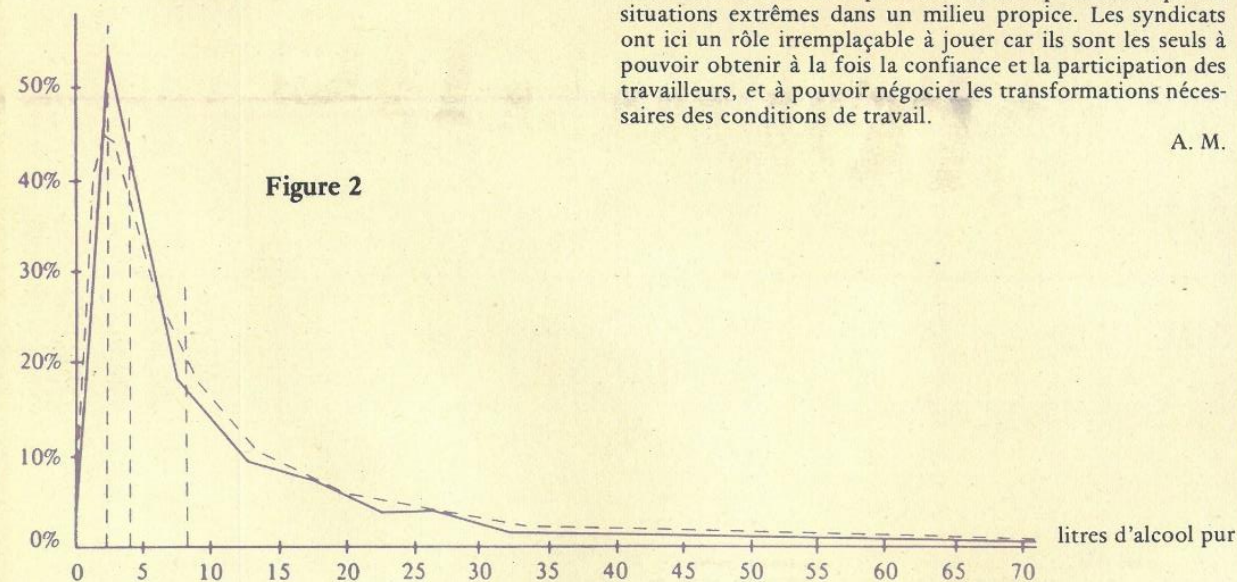
largement, la prévention. On retrouve en effet dans toutes les sociétés occidentales une distribution analogue de la consommation d'alcool dans la population (cf. figure 2 qui concerne la Suisse). Une minorité d'abstinents (3 o/o à 15 o/o), une forte proportion de faibles et moyens buveurs, et 5 o/o à 10 o/o de gros buveurs. Ce que l'on appelle le

alcooliques et non alcooliques, de l'aménagement des conditions de vie et de travail, etc.

Au niveau des entreprises, par exemple, on s'attachera à rechercher les facteurs favorisant la consommation dans les ateliers ou les branches de production où elle est, en moyenne, relativement plus forte qu'ailleurs. Mais en comprenant que les travailleurs, dont le comportement est déjà manifestement modifié par l'alcool, ne représentent que les situations extrêmes dans un milieu propice. Les syndicats ont ici un rôle irremplaçable à jouer car ils sont les seuls à pouvoir obtenir à la fois la confiance et la participation des travailleurs, et à pouvoir négocier les transformations nécessaires des conditions de travail.

A. M.

o/o de consommateurs



(tiré de Wuthrich P. *Alkohol in der Schweiz*, 1979)

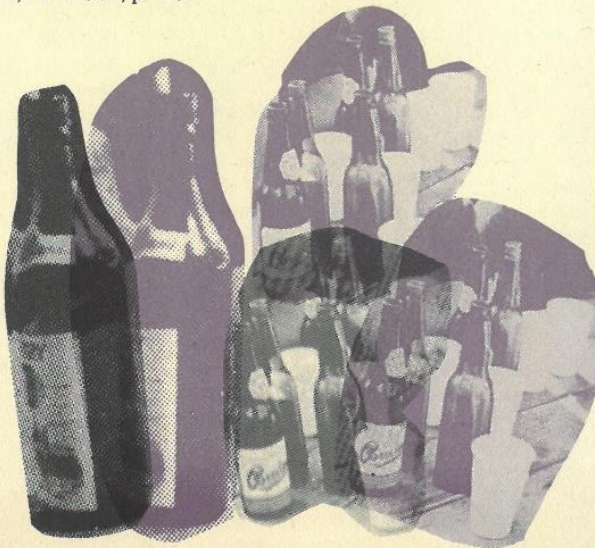
risque relatif (d'accidents de la route, du travail, de cirrhose, etc.) croît fortement avec une consommation d'alcool de plus de 80 gr/j. Mais il existe déjà à de faibles niveaux de consommation. Si bien qu'un faible risque relatif concernant une population nombreuse (les petits et moyens buveurs) peut faire, au total, autant sinon plus de dégâts qu'un fort risque relatif touchant un petit nombre d'individus (les gros buveurs). A ce premier élément, il faut en ajouter un second. La population de gros buveurs n'évolue pas indépendamment de celle des petits et non buveurs, mais suit les fluctuations de la consommation moyenne. Lorsque cette dernière augmente, le taux de gros buveurs s'accroît aussi. Et inversement. Le comportement de l'individu vis-à-vis de l'alcool n'est donc pas libre, mais influencé par les habitudes de son milieu social.

LA PRÉVENTION

Il en découle une implication pratique : pour réduire les effets négatifs de l'alcool ou pour prévenir la croissance du groupe des gros buveurs, il faut que toute la société boive moins. Une stratégie essentiellement orientée vers les buveurs dits "alcooliques" pour les aider à se libérer de l'alcool peut obtenir des succès. Elle ne peut cependant prétendre agir sur l'évolution du phénomène et réduire le coût social et humain. De nouvelles générations de buveurs dépendants se substitueront à celles ayant tiré profit des programmes de prise en charge spécifique.

La prévention au sens propre du terme doit s'adresser à l'ensemble de la population et agir sur le plan de l'information et de la publicité, de la commercialisation des boissons

1. ISPA. *Zahlen und Fakten zu Alkohol - und Drogenproblemen*, 1985-1986. Lausanne 1985, p. 13.
2. Robert Leu. "Aspects économiques de la consommation d'alcool." In *Alcoolisme dans l'entreprise*, commission fédérale contre l'alcoolisme et ISPA, Lausanne et Berne 1981, p. 45.
3. *Zahlen und Fakten...*, op. cit., p. 17.
4. Walter Weiss. "Situation de travail et consommation d'alcool." In *Alcoolisme dans l'entreprise*, p. 59.
5. Ch. Dejours, A. Burlot. "Contribution de la psychopathologie du travail à l'étude de l'alcoolisme." In *Psychopathologie du travail*, Ch. Dejours, C. Veil, A. Wisner. Entreprise moderne d'édition, Paris 1985, p. 109.



UNE TOXICOMANIE ?

"L'alcoolisme, ou étilisme, est une situation de dépendance à l'habitude de boire des boissons alcoolisées. On parle alors de la toxicomanie de l'alcool. Normalement, alcoolisme et alcoolisme chronique sont considérés comme synonymes.

"L'alcoolisme est un problème psychiatrique de toute première importance. (...) Dans notre culture, il rencontre cependant une tolérance notable. L'alcoolisme aigu est caractérisé par des comportements qui, s'ils étaient dus à des troubles mentaux d'un autre type et, surtout, s'ils étaient attribués à des substances réputées interdites (comme tout ce qui est classé sous la notion de drogue), ne seraient absolument pas tolérés et causeraient la plus vive inquiétude sociale. L'alcoolisme chronique fait également partie de notre entourage. Du moment qu'il ne dépasse pas certaines limites, par ailleurs variables, il est approuvé, voire encouragé.

"Le problème de l'alcoolisme varie selon les classes sociales. Le phénomène traditionnel de l'alcoolisme prolétarien et paysan, lié au vin, à la misère et aggravé par la dénutrition, a diminué, dans les pays occidentaux, durant la dernière moitié de notre siècle. L'alcoolisme dans son ensemble est pourtant en augmentation (...) dans le monde. Il provient aujourd'hui plus des liqueurs que du vin; il est plus diffus en ville; il va se répandant parmi les adolescents et les personnes seules. Comparé au passé, l'alcoolisme se rencontre plus fréquemment sans pour autant donner lieu à de grandes manifestations d'alcoolisme aigu. Sont ainsi en augmentation les personnes qui ne commettent jamais d'excès significatifs mais s'intoxiquent néanmoins, devenant dépendantes avec la conviction que leur dose quotidienne d'alcool est tout à fait inoffensive. Les cas graves d'alcoolisme concernent toujours les personnes de conditions sociales fort modestes (...)

"Le problème central de l'alcoolisme est cependant constitué par l'alcoolisme chronique. Le fait que la consommation d'alcool est pratiquement universelle pose immédiatement la question de la frontière de la normalité. Mais c'est un faux problème: il n'existe pas une limite précise entre l'usage "normal" et l'abus d'alcool. Une consommation modérée d'alcool provoque des dommages modérés; un usage plus conséquent causera de plus graves dommages. (...), même des doses très petites d'alcool entraînent une diminution de la capacité de jugement, de la mémoire, de l'habileté. Ces mêmes doses induisent des dommages organiques qui, finalement, s'accumulent si la consommation reste quotidienne. (...)

"Les causes à l'origine de l'alcoolisme sont sociales et ont un rapport avec les difficultés et les frustrations d'une existence compétitive. (...) Mais l'alcoolisme peut être le problème de quiconque. Sa thérapie concerne soit la "réparation des dommages physiques, soit, et avant tout, la libération du sujet de sa dépendance à l'alcool. Une période de mise à l'abri dans un hôpital est fréquemment nécessaire au début (...). Cependant le problème central regarde la possibilité d'une intervention sociale (...) ou une intervention psychotérapique prolongée. Celle-ci doit nécessairement associer, en plus du sujet, le conjoint et également les autres membres de la famille. Les psychotérapies de groupe sont en général très utiles. Dans cette ambiance, il est parfois profitable pour les patients qui désirent ardemment arrêter de boire d'utiliser des antabus (...). Mais cette méthode ne doit jamais être pratiquée à l'insu ou contre la volonté du patient, ne serait-ce que parce qu'elle est dangereuse et de toute façon inefficace à elle-seule.

"Concernant la prévention de l'alcoolisme, les considérations générales au sujet des toxicomanies s'y appliquent également. Dans le cas des alcooliques, et en particulier des gros alcooliques, la réalité du matraquage publicitaire en faveur de la consommation de boissons alcoolisées, au besoin en recourant ouvertement aux mensonges (présenter par exemple certains alcools comme faisant du bien à la santé) démontre d'une façon tout à fait claire quels sont les choix prioritaires pour ceux qui détiennent le pouvoir. L'incompatibilité est en effet patente entre la promotion de l'alcoolisme et sa prévention de masse."

(Extraits de *Manuale critico di psichiatria*, Giovanni Jervis, Soltrinelli 1980, pp. 227 à 229. La traduction est de la rédaction. Giovanni Jervis a longtemps collaboré avec le psychiatre italien Basaglia, celui qui s'est battu pour la suppression des asiles).

OUI

Voter oui
pour dire non

Le oui à l'adhésion de la Suisse à l'ONU que défend la majorité des organisations de gauche est à l'image de ce qu'elles sont: stupides et serviles. Stupides lorsqu'elles font de l'ONU un "forum des peuples" alors qu'elle n'est qu'une institution de gouvernements (qui, le plus souvent, oppriment leur peuple et d'autres encore). Serviles lorsqu'elles présentent la "vocation humanitaire" de la Suisse impérialiste, en se taisant sur l'exploitation du monde par les multinationales helvétiques et leur gouvernement.

Le front des oui est ainsi, pour l'essentiel, un front dominé par les intérêts bourgeois d'une ouverture diplomatique plus efficace pour les exportateurs et les banquiers. Si néanmoins une minorité du comité central du PSO défend le vote oui, c'est pour deux raisons:

- le non réactionnaire et xénophobe, qui a une assise populaire, est aussi vieux que la "paix du travail": défendre "son" entreprise, "ses" privilèges matériels (fruits de l'exploitation du monde autant que du travail des Helvètes!) contre tout concurrent étranger, de l'immigré aux pays du tiers monde. Battre en brèche cette idéologie est décisif pour l'avenir de la gauche;

- présente à l'ONU, qui est devenue une institution universelle, la Suisse impérialiste devra au moins justifier, de cas en cas, sa politique conservatrice et réactionnaire. Ces situations peuvent devenir l'occasion de dévoiler la nature réelle de la neutralité suisse et favoriser l'action de solidarité anti-impérialiste en Suisse.

Michel Thévenaz



La Suisse à l'ONU :

OUI BLANC

Le 16 mars, peuple et cantons s'exprimeront sur l'adhésion à l'ONU. Les états-majors et assemblées de partis s'agitent autour du mot d'ordre de vote à proposer. La plupart des grands partis, Parti socialiste compris, se prononcent pour le oui. La droite la plus réactionnaire (le Parti libéral, par exemple), xénophobe et anticommuniste (comme l'Action nationale) s'y opposent par contre. La Brèche a déjà longuement traité du sujet (voir les dossiers parus dans les numéros 355 et 356). Nous publions ici la position majoritaire pour le blanc décidé au comité central du PSO et le point de vue pour le oui, défendu par une minorité.

Agir solidairement
voter blanc !

Opposants et partisans de l'adhésion de la Suisse à l'ONU s'assomment à coups d'interprétations sur la neutralité. La neutralité de qui? Celle de la place financière helvétique. Sur ce point, il y a unanimité. Voilà une des raisons pour lesquelles les dés de cette votation sont pipés.

Les opposants embouchent le cor des alpes d'une neutralité qui distribue des visas d'entrée pour les capitaux sales à recycler, des extraditions pour les tamouls réfugiés et des garanties financières aux projets industriels de la BBC (Brown Boveri) dans la Turquie dictatoriale. Adhérer à l'ONU plongerait, selon eux, la Suisse dans l'ancre du communisme et pourrait déranger une neutralité au-dessus de tous soupçons.

Les partisans de l'adhésion, à juste titre, rétorquent que l'ONU est une arène importante de la diplomatie occidentale. Il est donc temps, alors que Reagan cherche à mettre de l'ordre dans le "grand

machin", d'y faire peser le poids de la Suisse en faveur de l'économie de marché, tout en donnant un visage humain aux exportateurs et banquiers. Au fond, disent-ils, il est nécessaire de prendre le risque d'y défendre, à pas feutrés, quelques idées partagées avec les combattants du non... membres du même parti bourgeois!

Le PSO rejette un non réactionnaire et xénophobe et un oui qui présente trompeusement comme "ouverture sur le monde" une politique dont la teneur réelle est illustrée par le rôle de "bons offices" joué par le gouvernement en faveur du régime d'Afrique du Sud.

Le PSO propose le vote blanc et l'action pratique de solidarité avec les revendications des opprimé(e)s et exploité(e)s. L'expérience prouve que c'est la meilleure garantie pour qu'ils/elles puissent faire entendre leur voix...

PSO

Initiative Pour une
Suisse sans armée :2100
en dix mois

A ce jour, l'initiative Pour une Suisse sans armée a recueilli 60'000 signatures. Plus de deux milles d'entre elles sont l'oeuvre de Erich Fischer, membre actif du Groupe pour une Suisse sans armée (GSoA). Il nous explique ici comment, en dix mois, il a récolté 2.100 signatures. Et ceci sans devenir un stakanoviste fou de la récolte.

La Brèche: Comment as-tu fait pour engranger autant de signatures?

Erich Fischer: Principalement les samedis lors du tour d'Argovie du GSoA. Depuis juin dernier, nous organisons chaque samedi un stand dans une ville plus ou moins grande du canton. Mais c'est au festival de

jazz de Willisau que ça a le mieux marché. En trois heures, 160 signatures.

J'ai remarqué aussi que beaucoup de salariés ayant fait de mauvaises expériences à l'armée signent volontiers. Ainsi, dès ce printemps, je récolterai à des matches de ligue nationale. A Bâle, un copain du GSoA a réuni 500 signatures lors de matches de foot. Parmi les soldats, on a aussi pas mal de succès. En une heure, devant la caserne d'Aarau, j'ai récolté trois fois vingt signatures. L'initiative GSoA est sûrement plus difficile qu'une autre. Mais il n'est pas si sorcier d'avoir quelque succès.

- As-tu souvent été injurié ou menacé?

- Non, à part un boucher à Lenzburg qui m'a menacé. Je pense que les gens "s'excitent" plus facilement lorsqu'il s'agit d'actions en faveur des réfugiés. Mais je préfère

encore ça que l'indifférence. Bien sûr, quand on récolte, il faut compter sur beaucoup de refus.

- Et concernant les autorités, quelles ont été tes expériences?

- J'ai dû mener pendant trois mois une véritable guérilla administrative contre les autorités communales de Zofingen et de Baden. Uniquement pour obtenir l'autorisation de tenir un stand! Il faut dire que le syndic de Baden est major. Je n'ai obtenu cette autorisation qu'au moment où j'ai fait recours auprès du département cantonal responsable. J'ai aussi rencontré des difficultés à Wettingen, Frick et Mellingen. Mais après mon recours auprès du département cantonal, je n'ai plus eu de problèmes. La police essaye quelques fois d'intimider les récolteurs. Par exemple, par des contrôles d'identité.

- Y a-t-il eu des moments stimulants?

- Régulièrement, les gens qui signent nous souhaitent plein succès. Ils s'identifient plus, je crois, à leur signature donnée au GSoA qu'à une quelconque autre signature. Beaucoup réagissent comme s'ils attendaient cette initiative depuis longtemps. Un moment très marrant à



Lenzburg: un vieillard de nonante ans est sorti exprès de son asile pour venir signer à notre stand. Du reste, la génération des 60 ans signent plus facilement que celle dans la "force de l'âge"; mais moins, bien sûr, que les jeunes. A Wohlen, une personne âgée nous a aidés, après avoir signé, pendant deux heures.

Chaque signature est un encouragement pour moi. Elle prouve que même en Suisse, pays d'anxiété complètement névrosé par la "sécurité", on peut faire quelque chose.

- Comment vas-tu récolter maintenant?

- J'ai l'intention de faire du tour d'Argovie, dès avril, un tour de Suisse. Récolter là où beaucoup de gens se rassemblent. Et où on a peu prospecté jusqu'à maintenant — en Suisse romande et au Tessin.

- Que réponds-tu lorsqu'on te dit

que l'initiative n'est pas "tactique"?

- Il est bien moins "tactique" de laisser intouchée la vache sacrée qu'est l'armée suisse. L'instrument traditionnel de l'initiative populaire reste un bon moyen pour provoquer un débat national. Cet argument "tactique" me semble typique d'une gauche superficielle qui ne se rend pas compte de l'existence d'un potentiel de résistance. Ce qui n'est pas "tactique" du tout, c'est de voir des gens, en principe critiques à l'égard de la société et de l'armée, scier la lutte antimilitariste en ne prenant pas clairement position en faveur de l'initiative. Pire: en adoptant une argumentation bourgeoise favorable à la défense nationale. Il n'a servi à rien aux supporters de l'initiative Pour un authentique service civil de se déclarer tout de même pour l'armée.

Propos recueillis par Jo Lang

BON ANNIVERSAIRE

Le 22 mars, le Groupe pour une Suisse sans armée (GSoA) fêtera à Bienne le 1er anniversaire du lancement de l'initiative Pour une Suisse sans armée. Le matin: une récolte de signatures; l'après-midi: une manif. Le soir: une "big" fête au Gaskessel. Le 22 mars: une date à inscrire d'ores et déjà dans votre calepin!

France, autour du 16 mars :

Ya-t-il un enjeu dans la salle ? C'est la question que l'on pourrait se poser en observant la campagne électorale française. C'est pourtant là un sentiment paradoxal, car, après le 16 mars, les choses vont changer. Le Parti socialiste ne retrouvera pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Le Front National y fera son entrée. La droite, UDF giscardienne et RPR chiraquien confondus, sera ministrable, sinon gouvernementable. D'où vient donc cette étrange langueur, qui se répercute même dans les slogans électoraux ?

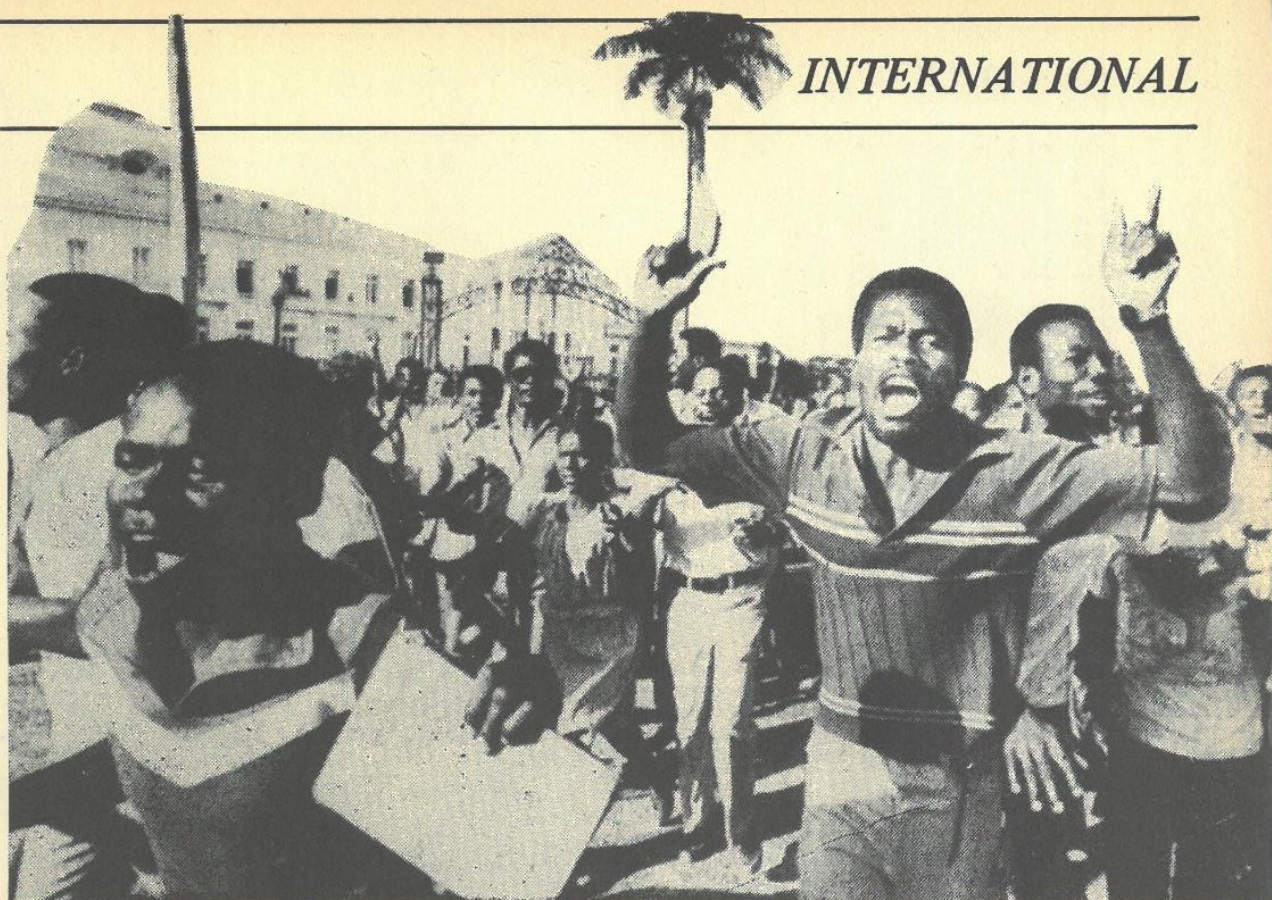
De trois facteurs au moins. Le premier, c'est qu'après avoir fait l'expérience de la droite durant longtemps et celle de la gauche pendant suffisamment de temps, les salarié(e)s de France n'y croient plus. A quoi ? Aux politiciens, pardi. Selon un sondage du *Monde*, 80% des électeurs ne croient pas ce que leur racontent les hommes politiques (cf *Rouge* du 13.2.86). La gauche putassière et la droite revancharde sont placées à la même enseigne : tous des vendus ! Antiparlementarisme traditionnel, désillusion électorale, repli sur soi ou bilan sensé de l'action gouvernementale de la gauche ? De tout cela un peu, sans doute. Et non sans rai-

Objectif cohabitation

sons, puisque cette attitude correspond à une donnée de fait, deuxième motif de cette morne campagne. Qui n'est autre que l'accord de fond sur lequel se retrouvent aussi bien la gauche officielle que les trois mousquetaires de la réaction. L'essentiel des programmes des deux grandes forces politiques tourne autour de la gestion de la crise. Michel Rocard — dont l'ambition personnelle et l'opportunisme sans borne feront bientôt passer Chirac pour un anorexique — l'explique sans façon : *"Les deux principaux programmes en présence, au-delà des déclarations liminaires, ne présentent plus deux systèmes économiques et sociaux s'excluant totalement. (...) L'approche réciproque des problèmes est moins éloignée, des valeurs communes sont reconnues explicitement des deux côtés, de même que quelques convergences sur le fond : le besoin accru d'autonomie des individus et des groupes, le développement nécessaire de l'esprit d'initiative et le rôle de l'entreprise, les rapports Est-Ouest ou la lutte contre l'inflation"* (*Le Monde*, 24 janvier 1986). Pas besoin de faire un dessin, hein ? Cette convergence n'est pas que pure rhétorique ; elle possède sa traduction institutionnelle, la cohabitation entre un futur gouvernement de droite et un président de gauche. Habilement lancé par François le Hautain, le thème a divisé la droite. Mais l'affaire n'est pas qu'une simple manœuvre politique, elle est aussi une invite et une probabilité. Du coup, la droite s'est fait une image de candidate au partage du pouvoir — sous les glapissements de Barre, qui hurle à la crise des institutions — et a laissé ses exercices de musculation reaganienne aux vestiaires. Cette modération superficielle (dont Le Pen compte bien faire son beurre) contribue aussi à la fadeur écoeurante de la campagne électorale.

Pourtant la droite reste la droite. Son "programme commun" en témoigne à l'envi, ouvrant les vannes du travail précaire, dénationalisant et préparant les valises des travailleurs immigrés. Expérience faite, la gauche respectueuse ne s'opposera pas à ces objectifs là. C'est donc ailleurs qu'il faut chercher les forces pour résister. Dans les nombreuses listes alternatives et anticapitalistes régionales, par exemple, expression d'une volonté de lutte encore inaltérée. Grâce à elles, le 16 mars ne sera par qu'une simple Pavane pour une gauche défunte.

Eric Peter



Haïti :

« DÉCHOUKAGE À NOUVEAU... »

A la suite de la révolte populaire et des pressions américaines, Bébé Doc et sa famille se sont enfuis de Haïti. Arrivés à bord d'un avion américain en France, ils y ont trouvé un asile provisoire, mais confortable, dans une abbaye de luxe à Talloires (Haute-Savoie). Depuis lors, aucun pays n'a pour l'instant accepté d'accueillir définitivement Jean-Claude Duvalier. A Haïti, la situation reste plus que confuse. Le Conseil national de gouvernement (CNG, la junte militaro-civile au pouvoir depuis le 7 février) est infestée d'ex-duvaliéristes, mouillés jusqu'au cou avec l'ancien régime. De plus le pays est, économiquement et socialement, au bord du gouffre.

Le clan Duvalier laisse un pays exsangue. Le sous-développement, la dictature et la corruption généralisée depuis des décennies ont fait de Haïti une des régions les plus pauvres de la planète. La décomposition du régime, lâché par les Etats-Unis à la recherche d'une transition contrôlée, était de plus en plus patente. Le 30 janvier, l'administration Reagan annonçait la suspension de l'aide économique (26 millions de dollars). Tout ceci a évidemment précipité les événements.

Misère et pauvreté

Au cours de l'année 1985, une série de grèves et de manifestations, en particulier des jeunes, ont secoué le pays. Même l'Eglise, pourtant respectueuse pendant longtemps de l'ordre Duvalier, a fini par élever des protestations contre la misère et les inégalités. Une misère profonde sur laquelle le dictateur s'est enrichi.

Des chiffres impressionnants : 13 o/o de mortalité infantile, un tiers des enfants meurent avant l'âge de cinq ans, 80 o/o des enfants atteints de malaria, un docteur pour 200 000 habitants. Une répartition des richesses complètement déséquilibrée. Selon la Banque mondiale, à la fin des années septante, 3800 familles détenaient 80 o/o de la richesse nationale ; 61 o/o de la population avait un revenu annuel de 60 dollars (132 francs). S'ajoutent encore un taux d'analphabétisme de 82 o/o et quelque 87 o/o des enfants qui souffrent de malnutrition.

Ces derniers dix ans, la situation s'est en outre brutalement dégradée. Les travailleurs des villes, les plus

mal payés de la Caraïbe, ont ainsi vu leur pouvoir d'achat dégringoler de 62 o/o entre 1971 et 1984.

Corruption

A côté de cette misère, la famille Duvalier s'en est mis plein les poches. Par diverses combines, elle a détourné une part importante de l'aide internationale. Une part estimée à un milliard de dollars qu'elle s'est empressée d'abriter dans des comptes bancaires personnels à l'étranger, en Suisse entre autres. La fortune actuelle de Jean-Claude Duvalier avoisine les 450 millions de dollars ; celle de sa mère les 1150 millions, soit plus que le produit national brut de 1979. Les Duvalier ont tellement puisé dans les réserves du pays qu'après leur départ les caisses de l'Etat ne contenaient plus que... 1040 dollars. Tout le reste s'est envolé avec Bébé Doc ! Voilà le genre de gangster que Mitterrand accepte d'accueillir en France (voir encart).

Duvaliérisme sans Duvalier

A Haïti, la crédibilité de la junte mise en place après la fuite du dictateur risque bien de s'effilochoir rapidement. D'abord parce qu'elle tente au maximum de préserver le *statu quo ante*. Composée de six hommes, cinq sont d'anciens duvaliéristes notoires. Parmi eux, quatre militaires : l'un est le chef de l'armée, le second son adjoint, le troisième est le chef de la garde présidentielle et le dernier un ami personnel des Duvalier. Quand aux civils, on y trouve un ex-ministre réputé pour sa corruption. Jolie

galerie de personnalités indépendantes ! Duvalier a ainsi pu déclarer au *Figaro* qu'il avait lui-même désigné les ministres de l'actuel gouvernement transitoire. La junte fait d'ailleurs son possible pour protéger les anciens tontons macoutes. Lors de la réouverture des écoles, lundi 17 février, on remarquait la présence de nombreux directeurs connus comme macoutes.

Cependant, de partout, des voix réclament une véritable épuration. En province, plusieurs manifestations d'élèves exigeant la dé-duvaliérisation du régime ont ponctué la journée du 17. *"Déchoukage à nouveau..."*, criaient les jeunes (*La Liberté*, 19 février 1986). Le *"déchoukage"*, c'est la chasse aux macoutes. Le lendemain, la tension montait encore et des manifestants se sont rassemblés devant le palais présidentiel, siège du CNG. L'armée a tiré des grenades lacrymogènes pour disperser la foule.

Mais les Etats-Unis veillent. Ils ont déjà prévenu qu'ils étaient prêts à répondre à un appel à l'aide lancé par le nouveau pouvoir. Les marines ne sont pas loin : à une centaine de kilomètres de Haïti se trouve la base militaire de Guantanamo, implantée en territoire cubain.

P. Girardet

LA LCR "ACCUEILLE" BÉBÉ DOC

La LCR (Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVe Internationale) a organisé, en trois heures, une manifestation d'une centaine de personnes pour "accueillir" Bébé Doc à son arrivée en France à l'aéroport de Saint-Geoirs, à quarante kilomètres de Grenoble. Derrière la banderole de la LCR *"Duvalier, assassin, hors de France !"*, les manifestants criaient : *"Extradez Duvalier. Jugez-le à Port-au-Prince."* Au cours de la manif, un responsable de la LCR a déclaré : *"Il est particulièrement scandaleux que le gouvernement français, en cheville avec les Etats-Unis, ménage au dictateur une porte de sortie honorable pour poursuivre sa politique impérialiste en Haïti."*



Diplomatie helvétique :

M. AUBERT DANS LE BOURBIER ARGENTIN

La Brèche a publié, dans son dernier numéro (357, 15 février 1986) le scandale de la vente à prix fort, par Motor Columbus, de son entreprise d'électricité CIAE aux dictateurs argentins. L'ambassadeur de Suisse à Buenos Aires d'alors, William Frei, avait participé à l'opération. Ce qui ne l'a pas empêché de démentir, comme l'indique l'entretien ci-dessous.

Mais cet épisode n'est pas la seule aiguille dans le pied de M. Aubert et de ses services diplomatiques. Car autant le Département des Affaires étrangères (DFAE) s'est engagé à faire réussir la scandaleuse vente de la CIAE, autant il montre peu d'empressement à faire respecter la justice envers d'anciens bourreaux de la dictature argentine.

LE DÉMENTI DE WILLIAM FREI

Interrogé en Suisse par l'hebdomadaire argentin *El Periodista* du 11 octobre 1985, William Frei, ambassadeur suisse en Argentine sous la dictature, a eu cette charmante réponse :

— Monsieur Frei, savez-vous déjà que votre nom a été cité lundi dernier au Parlement de Buenos Aires ?

— Non, de quoi s'agit-il ?
— Vous avez été cité en rapport avec la reprise de la CIAE par l'Etat argentin conclue en 1978. J'aimerais bien savoir si ce qui a été dit au Parlement est vrai.
— Ecoutez, je n'en sais rien, n'ayant aucune information. La seule chose que je peux dire c'est que j'étais ambassadeur à cette époque.

— La Chambre des députés dément des informations qui disent que vous avez mené les négociations pour les actionnaires suisses.

— Absolument pas, Monsieur ! Je n'avais strictement rien à voir avec les négociations. Une commission suisse en était alors chargée et je n'ai fait que la mettre en rapport avec la commission du gouvernement argentin. C'était uniquement pour faciliter les négociations. Mais je maintiens que je n'avais pour ma part aucun intérêt dans ces négociations et que je n'en sais rien.

— Mais vous avez été cité à la Chambre de députés comme actionnaire de la CIAE, détenteur de 900 actions.

— Effectivement, ma banque en Suisse a acheté ces titres. Cotés en bourse, quiconque peut les acheter. Bien sûr, j'avais effectivement des actions de l'Italo, mais je considérais l'affaire comme — disons... une preuve de la confiance dans l'Argentine, voilà de quoi il en retournait en vérité. Je n'ai rien eu à voir avec l'évolution de l'affaire et n'y ai pris aucune responsabilité. (El Periodista, 11 octobre 1985)

Les documents internes de la CIAE publiés dans notre dernier numéro ont montré la part active jouée par William Frei dans la conclusion de la scandaleuse affaire. Ajoutons simplement ceci : sa banque a acheté les 900 actions (valeur : 100 000 dollars) le 23 novembre 1978, juste au moment où la vente se décidait et où les actions montaient...

RÉPONSE À UNE RÉPONSE DE M. AUBERT

Arrêtés à Genève au moment de toucher la rançon d'un enlèvement dans leur pays, trois bourreaux de la dictature argentine ont purgé en Suisse une peine de près de cinq ans (pour le détail de l'affaire, voir *La Brèche* du 16 mars 1985).

Luis Martinez, qui a avoué sa participation au largage en mer de détenus politiques, Ruben Bufano, qui opérait au camp de concentration Orletti de Buenos Aires, et Leandro Sanchez Reisse, membre de l'organisation d'extrême droite Omega, qui a participé aux manœuvres de déstabilisation en Amérique centrale, ont achevé leur détention au début de 1986.

Tout va pour le mieux...

Or le juge argentin Oliveri a demandé leur extradition, une première fois en 1982, une seconde en juillet 1984, après le retour à la démocratie en Argentine. Le témoignage de ces bourreaux apporterait bien des lumières sur la répression des forces armées. Refusée par la Suisse en 1982 vu "l'absence de garanties démocratiques", la demande d'extradition attend maintenant depuis 16 mois.

En mai dernier, *La Brèche* avait demandé à M. Aubert de répondre à une demande d'information d'un organisme humanitaire argentin (le Centre d'études légales et sociales de M. Mignone), qui voulait savoir si ces bourreaux seraient extradés. Le Centre avait déposé une note dans ce sens à l'ambassade suisse lors de la visite de M. Aubert à Buenos Aires en automne 1984.

Voici ce que nous a répondu le Département fédéral des Affaires étrangères en date du 27 août 1985 (lettre signée de M. Imhoof) :

"Nous avons cherché en vain trace de la note du Centre dans nos dossiers et consulté sans plus de succès les personnes qui avaient accompagné M. Aubert lors de son voyage, ainsi que notre Ambassade à Buenos Aires.

"A notre demande, un membre de notre Ambassade s'est entretenu en juillet dernier avec M. Emilio Mignone, Président du CELS, qui a retrouvé copie du texte de la note en question ; celle-ci

ne comportait cependant ni date ni indication quant à sa remise ou à son envoi éventuel à l'Ambassade. M. Mignone n'est pas certain lui-même qu'elle ait été envoyée.

"Lors d'un entretien qui a eu lieu au début de ce mois, une collaboratrice de notre Ambassade a pu donner une suite informelle à cette requête du CELS dont nous n'avions pas eu connaissance. M. Mignone a pu ainsi être renseigné sur l'état actuel de la demande d'extradition présentée par l'Argentine en 1984 à l'encontre de MM. Bufano, Martinez et Sanchez-Reisse.

"A ce sujet, nous pouvons vous informer que, suite aux observations présentées par les avocats des intéressés à l'appui de l'opposition formée par ces derniers à leur extradition, l'Office fédéral de la police est sur le point de terminer l'instruction de ces cas et devrait rendre incessamment sa décision. Le Tribunal fédéral pourrait toutefois être appelé à se pencher également sur cette question."

Et rien ne va plus !

Or que s'est-il passé depuis ? Non seulement l'instruction reste depuis des mois "sur le point d'être achevée" ¹, mais encore les bourreaux se recyclent en toute impunité !

"Faudra-t-il s'étonner s'ils disparaissent un jour...?", concluait J. Gasparini dans *La Brèche* (16 mars 1985) en présentant l'affaire. Si le DFAE ne l'a pas lu, l'un des bourreaux, Sanchez Reisse, pourrait bien l'avoir fait : il a pris la fuite en novembre 1985 ! Bravo M. Aubert...

Quant aux deux autres, aidés par l'étrange et douteuse ex-représentante de la Fédération des droits de l'homme à Genève, Nelida Zumstein (membre du PS), ils ont déposé une demande d'asile en Suisse et cherchent à s'installer. Martinez a été jusqu'à postuler une place dans... la police suisse et Bufano est barman

dans une pizzeria — tout en touchant des allocations de l'Hospice Général. Les dossiers de ces deux gaillards se sont même curieusement envolés en fumée lors de l'incendie dans des bureaux de l'Hospice Général.

On comprendra que nous ayons attendu quelques mois pour vérifier les propos rassurants des services de M. Aubert. De l'ambassadeur Frei au directeur Imhoof en passant par le socialiste Aubert, une seule et même école : démentis et langue de bois !

Michel Thévenaz
(enquête Juan Gasparini)

1. Fin janvier, enfin, l'Office fédéral de la police s'est prononcé pour l'extradition. Mais le Tribunal fédéral doit encore se prononcer.

Nicaragua :

Maurice assassiné par les contras

Dimanche soir 17 février, au retour d'une réunion, Maurice Demierre, volontaire de Frères sans frontières au Nicaragua et membre des comités de solidarité avec l'Amérique centrale, tombe dans un attentat tendu par les contras (les anti-sandinistes). Cinq paysannes meurent avec lui et plusieurs autres personnes sont entre la vie et la mort.

Maurice mort. De nombreuses images surgissent immédiatement dans ma mémoire : Maurice à l'alpage ou le choix d'une vie simple, Maurice en prison pour objection de conscience. Maurice, enfin, enthousiasmé par le projet révolutionnaire du Nicaragua. Maurice pour qui la foi était un engagement réel, concret.

Assassiné par Reagan

L'émotion en Suisse a été extrêmement vive. Dans de nombreuses villes, les comités de solidarité, les brigadistes, les membres de Frères sans frontières ont organisé des marches silencieuses ou des piquets. Samedi 22 février, à Bulle, c'est plus d'un millier de personnes qui se réunissent autour de la famille de

Maurice pour lui témoigner leur solidarité et exprimer leur indignation face à l'intervention américaine. Car Maurice est une victime de plus de l'aide US aux contras. Avec le cynisme dont il est capable, Reagan continue sa délirante croisade contre le "démon" sandiniste. Il vient de solliciter auprès du Congrès la "modique" somme de 100 millions de dollars, dont la moitié pour une aide militaire directe aux contras. Le bilan est déjà fort lourd (voir *La Brèche*, No 356, 1^{er} février 1986) : 10'000 Nicaraguayens massacrés. Des civils, des femmes, des enfants tués(e)s par ces "combattants de la liberté" comme les appelle Reagan. Une "liberté" au goût de sang ! Que va faire le Conseil fédéral après l'assassinat de l'un de ses ressortissants ? Va-t-il condamner l'aide américaine aux "assassins de la liberté" ?

Avec Maurice disparu, c'est un frère, un camarade et un militant passionné que nous perdons. C'est aussi le deuil de tous les Nicaraguayens assassinés par la contra. Et je veux dire avec les Nicaraguayens : "Ils sont tombés pour la révolution, et nous, jour après jour, nous les ferons revivre dans notre lutte." Lors de son dernier séjour en Suisse, Maurice me disait : "Tu sais, on inventera, on utilisera tous les moyens possibles. Mais on passera (ils ne passeront pas)." *

Mô



Marche silencieuse à Lausanne pour protester contre l'assassinat de Maurice : deux cents personnes.

* *La Brèche* tient également à exprimer son soutien et sa solidarité à la famille de Maurice et à Chantal, sa compagne.

Pollution cinématographique :

Menace «rambomaniaque»!

Après la série des *Rambo I* et *Rambo II*, une nouvelle cascade du même type nous menace avec *Rocky IV* (avec l'inévitable Sylvester Stallone), *American Warriors*, *Invasion USA* (avec Chuck Norris, un autre paquet de muscles). La suite demain avec *Terminator* (avec Arnold Schwarzenegger, bipède tout aussi musculeux). Pourquoi une telle rambomania qui impressionne jusqu'aux rédacteurs du journal des étudiants de Lausanne, *L'Auditoire* (No 22), où l'on trouve un article dégoulinant d'admiration pour les prouesses de l'épais Stallone?

De quoi parlent-ils? Un ancien de la CIA, en lutte contre des terroristes (*Invasion USA*), un repris de justice dans la jungle vietnamienne à la recherche de ses anciens compagnons d'armes prisonniers des communistes (*Rambo II*), un boxeur américain, David-Rambo, contre un boxeur soviétique, genre Goliath du Kremlin (*Rocky*).

Un point commun : la violence

Mais au-delà de l'histoire qui peut varier, tous ces films ont un point commun : la violence. La fascination pure de la violence. Chez Rambo-Rocky, on ne fait pas dans la dentelle. Il y a de la viande sur les murs comme on dit. Bien sûr, le cinéma a toujours produit des

films de guerre, à commencer par les westerns. Mais la violence n'y était pas considérée comme un but, seulement comme un moyen au service des valeurs de l'américain way of life. On exterminait les Indiens, mais en tenant la bible dans les mains.

Au contraire, dans tous ces films récents, ce qui frappe — c'est le cas de le dire — c'est que la violence est devenue une fin en soi. Un spectacle. Rambo et Rocky n'ont pas d'autres valeurs que leurs poings et leurs armes. Et cette violence qui s'exprime ici est directement, sans masque, mise au service d'un ordre politique et moral, celui de l'Amérique de Reagan. Ainsi, à la fin de *Rocky IV*, le discours de Stallone, après qu'il eut complètement écrabouillé son ad-

versaire, est un curieux appel à Reagan et un hymne à la coexistence pacifique. Fini le temps de la mauvaise conscience, des incertitudes et des doutes sur le rôle de la politique américaine dans le monde. La plaie douloureuse de la guerre du Vietnam est aujourd'hui refermée.

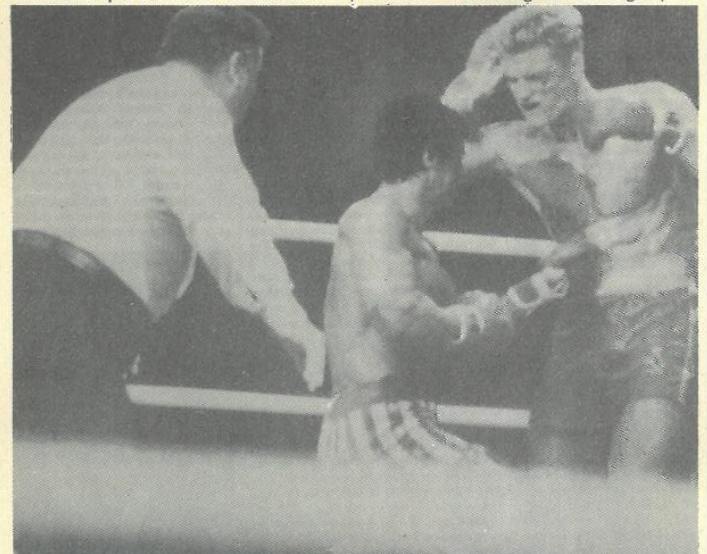
Zorro et Superman

Rambo, Rocky, c'est l'Amérique des vainqueurs, des gagnants et des cogneurs. C'est la revanche de Reagan contre Carter. L'Amérique aujourd'hui est en guerre, menacée de tous les côtés. Par qui? Par tous : les terroristes anonymes d'*Invasion USA* où le monsieur Dupont américain pourra reconnaître les Lybiens ou des Russes, les jaunes de *Rambo II*, les vilains rouges de *Rocky IV* et pourquoi pas, demain, les petits hommes verts. Un peu comme dans les années cinquante, où le cinéma américain, à travers certains films de science-fiction ou anticommunistes, reflétait le climat de la guerre froide et les craintes profondes de la société américaine.

Mais pourquoi, aujourd'hui, un tel succès? L'impérialisme américain est aussi un impérialisme culturel; il impose ses modèles et ses images. Rambo, Rocky sont célèbres dans le monde entier, en particulier dans le tiers monde. N'a-t-on pas vu récemment à la télévision, un milicien chrétien de Beyrouth-Est déguisé en Rambo et faisant le coup de feu avec son bazooka? Rambo, c'est Zorro et Superman réunis. Cette identification au personnage de Rambo-Rocky, notamment parmi la jeunesse, n'est pas neutre. A travers elle, c'est en fait une identification avec les buts avoués de la politique de Reagan qui est recher-

chée. Le paradoxe est que ces films — profondément racistes par le refus de l'autre, de ce qui est différent — trouvent précisément leur public auprès de ceux qui en sont victimes.

Rambo-Rocky, c'est la rédemption de l'Amérique. Ils sont courageux, ils sont forts, ils ont des muscles. Les muscles de Stallone, c'est comme les fusées Pershing de Reagan, il



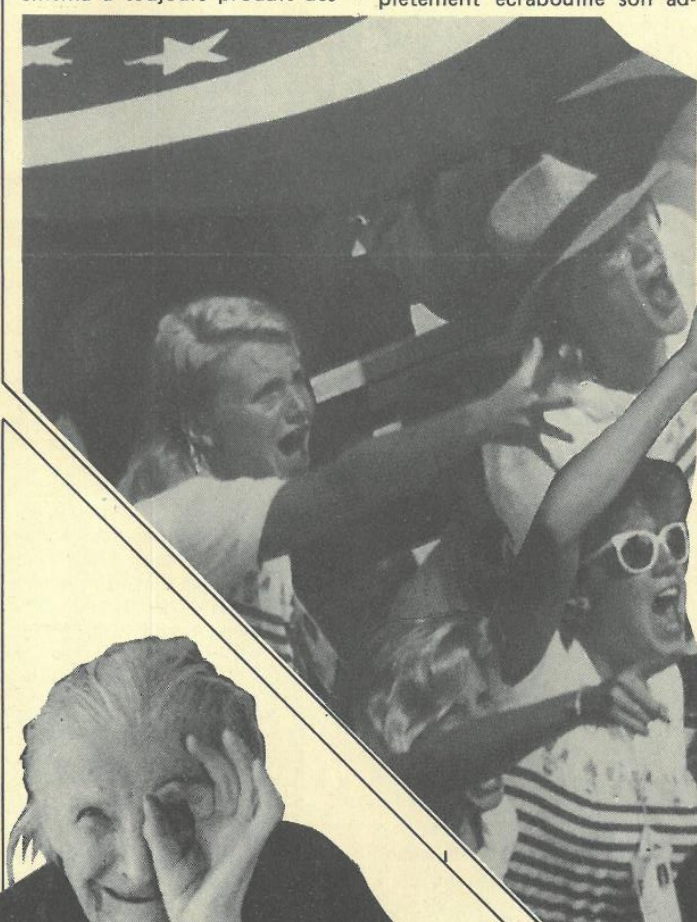
Ne pas penser. Agir

Le cinéma, plus que tout autre art, reflète et exprime l'inconscient des sociétés. Celui des Etats-Unis n'est pas très propre, encombré de ses Rambo-Rocky, messieurs Propre de l'hémoglobine, de ses tueurs fascistes à la Schwarzenegger, de ses Chuck Norris auprès duquel Clint Eastwood lui-même pourrait passer pour un parfait gentleman. Les personnages sont des héros de bandes dessinées. Rambo, Rocky ne pensent pas, il agissent, c'est tout. Ils n'ont pas d'état d'âme. Comme Tintin, les femmes sont complètement absentes de leur univers.

L'Amérique a beaucoup souffert, elle a pris des coups. Comme Rambo-Rocky qui a le corps plein de cicatrices, mais qui finit par gagner.

faut les montrer. Je cogne, donc je suis. Voilà le nouveau credo des Rambo-Rocky. Lorsque le rêve américain ne s'incarne plus que dans des robots gonflés aux anabolisants à la Stallone et compagnie, c'est qu'il n'a plus rien à apporter et à dire : c'est aussi cela la leçon qui se dégage de tous ces films. Ceux-ci sont autrement dangereux que les macistes et autres Kung-Fu parce qu'ils sont politiques au premier degré. Il n'y a pas besoin de faire une savante analyse de ce que nous disent Rambo et Rocky. Comme Reagan, ils affirment : nous allons gagner parce que nous sommes les plus forts. Ce sont des films de guerre et de mort qui nous rappellent le cri de ralliement des fascistes de toujours : "Viva la muerte!" Ou vive cette violence, c'est pareil.

Jean-Michel Masson
(Rouge, No 1195)



ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES !

LAUSANNE et environs

Université de Lausanne, Palais de Rumine, Salle du Sénat (place de la Riponne)
je 13 mars, 17h15 : soutenance de thèse de M. Daniel Frey, candidat au doctorat ès lettres, qui soutiendra sa thèse intitulée *Un poète politique, Les images, symboles et métaphores, dans l'œuvre de Bertolt Brecht*. Séance publique.

Théâtre Boulimie, 4, place Arlaud
du ma 11 au sa 15 mars, 20h45 : José Barrense-Dias, "L'autre Brésil". (021) 22 97 00.

Dolce Vita, 30, rue César-Roux
je 6 mars : *Progressive Gang* (CH), jazz-funk lausannois. ve 7 : *Lew Lewis* (GB), sa 8 : *Prisoners* (GB), week-end rythm'n'blues. ve 14 : *Bonapartes* (F), new wave. sa 15 : *Live Skull* (USA). (021) 23 09 43.

Librairie-Galerie Basta, 4, Petit-Rocher
jusqu'au je 27 mars : dessins d'Olivier Regamey.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
à 20h30. ve 14, sa 15 mars : *Papa est en voyage d'affaires*, d'E. Kusturica (Yougoslavie, 1985), un film magnifique. ma 18, me 19 : *Love Streams*, de J. Cassavetes (USA, 1984).

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon

En mars : un programme alléchant avec des films d'Orson Welles; des films d'United International Pictures (UIP) regroupant notamment des classiques du sonore d'avant-guerre et du cinéma fantastique. Entre autres des films de Josef von Sternberg, avec Marlene Dietrich. Aussi des films de cinéastes français contemporains comme *Souvenirs d'en France*, d'André Téchiné (France, 1974), qui commence en 1936 et se termine en 1968 : lu 10 mars, 20h30, me 12, 15h, au Cinématographe. Et *El Suizo — Un amour en Espagne*, de Richard Dindo (Suisse, 1985), deux jeunes recherchent les traces de leurs pères qui furent combattants des Brigades internationales en Espagne : me 5 mars, 20h30, Salle Paderevski, je 6, 15h, au cinématographe. (021) 20 93 46.

YVERDON

L'Echandole, Château d'Yverdon
lu 17 mars, 20h30 : José Barrense-Dias. Fr. 12.—, ét., appr. Fr. 8.—. (024) 21 47 74.

BIENNE

Théâtre de Poche
sa 8 mars, 20h30 : Gérard-William Muller créera

son "fou gris".

GENÈVE

Centre AJAC, 54, rue des Franchises
sa 8 mars, 20h : tatin-rock avec Yalta new-wave Genève et *Constelación*, rock et salsa RFA-Chili. Concert organisé par la Jeunesse socialiste genevoise. Le produit du concert ira à un projet de centres de loisirs au Nicaragua.

Théâtre Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple
ma 4, me 5, ve 7, sa 8, ma 11, me 12., ve 14, sa 15 mars, 20h30 : *Serenata a tre*, opéra de Antonio Vivaldi, par le Jeune Orchestre de Chambre de Genève, direction Emmanuel de Bourknecht. Le carnaval à Venise en 1717. (022) 32 20 60.

lu 17, ma 18, me 19 mars, 20h30 : *Festival de Jazz AMR*.
lu 17 : *Under Control* et *Julius Hemphill Jah Band*.
ma 18 : *BBFC* et *Lester Bowie Brass Fantasy*.
me 19 : *Gordon Lennox, Bastet, Chevrolet, Erbetta Quintet* et *Elvin Jones Jazz Machine*. Le Festival se poursuivra les 20, 21, 22 mars au Sud des Alpes à 21h ou à la Radio Suisse Romande. Et sur vos écrans *Ginger & Fred*, de Federico Fellini et *Macaroni*, de Ettore Scola.

l'événement

Multinationales de la chimie et tiers monde :

MASSACRES AUX PESTICIDES

Utilisés pour l'augmentation du rendement agricole et dans la lutte contre les vecteurs de certaines maladies, les pesticides auraient dû ouvrir l'ère de la santé pour tous. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) s'y engouffra à grands coups de DDT; d'autres y virent la clé vers une "révolution verte". Mais à l'heure du bilan, les faits parlent un autre langage. La "révolution verte" n'a profité qu'à quelques grands propriétaires fonciers; la santé reste l'apanage d'une minorité. Pendant ce temps, les multinationales de la chimie consolident leurs marchés.

10 000 à 20 000 morts par an dans le tiers monde ! Non pas dus à des catastrophes naturelles mais aux intoxications causées par les pesticides. Déjà en 1972, l'OMS recensait au minimum 500 000 cas d'empoisonnement dans le monde, dont 5000 mortels. Depuis, avec l'augmentation des ex-

portations vers le tiers monde, M. L. Bouguerra, dans son étude sur les ravages des pesticides¹, propose la fourchette de 10 000 à 20 000 décès dans les pays sous-développés. Concernant le seul Sri Lanka, un exemple bien documenté, le taux national de mortalité s'élève à 9,18 o/o, c'est-à-dire

neuf morts pour cent intoxications. Ces chiffres, bien entendu, ne rendent compte que des cas connus.

Effroyable tribut ! D'autant que toutes ces morts-là sont évitables. Mais la conquête de nouveaux marchés ne s'embarrasse évidemment pas de pareilles considérations.

Tiers monde alléchant

La valeur totale du marché des pesticides représentait en 1982 quelque 13,3 milliards de dollars. Pour la seule décennie 1964-1974, leur usage a fait un bond de 500 o/o. Dans ce marché, le tiers monde devient un débouché très important. Législations nettement plus sévères et saturation du marché des pays industrialisés — dès le début des années quatre-vingts aux Etats-Unis — rendent le tiers

monde extrêmement alléchant pour le commerce des pesticides. Les analystes s'attendent à une croissance de 5 o/o à 7 o/o au cours des années quatre-vingts. Ces derniers dix ans aux Etats-Unis, la production intérieure de pesticides a augmenté de 50 o/o;

mais les exportations, elles, se sont accrues de 200 o/o. Une projection de Predicast Inc., bureau d'études spécialisé dans le domaine, "... prévoit que les pays développés emploieront de moins en moins de pesticides, mais (...) les pays en voie de développement en importeront davantage. La consommation de pesticides atteindrait dans le monde 6,5 millions de tonnes en 1995 alors qu'elle n'était que de 4,5 millions de tonnes en 1980."

On le voit, ce secteur a encore quelques beaux jours devant lui. Et les débouchés dans le tiers monde y prendront une place prépondérante. Pour le malheur des pays concernés car, parallèlement à cette croissance des exportations, le taux d'empoisonnement et de morts des utilisateurs, de misérables travailleurs agricoles ne disposant d'aucunes mesures de protection, ne pourra que croître dans la même mesure.

Double standard

Le tiers monde est d'autant plus attirant que pratiquement aucune loi ou aucun règlement ne viennent mettre le holà dans l'utilisation des produits. Aussi les multinationales exportent-elles des tonnes de pesticides, insecticides ou fongicides (produits détruisant les champignons para-

sites) interdits ou non homologués dans les pays d'origine. C'est la politique dite du double standard. "Le droit japonais, allemand ou hollandais, écrit M. L. Bouguerra, spécifie expressément que la réglementation nationale ne s'applique pas aux pesticides destinés à l'exportation et pour la France, la Grande-Bretagne et la Suisse, les exportations de pesticides (...) sont libres de toutes entraves." Lorsqu'en 1972, on interdit le DDT aux Etats-Unis, l'EPA (Agence pour la protection de l'environnement) s'empresse de préciser que cette mesure ne touche pas les exportations. Certains auteurs estiment que 54 o/o des pesticides liquides exportés en 1975 n'étaient pas homologués aux Etats-Unis. Quatre ans plus tard, un rapport soumis au congrès américain précise à ce sujet : "Certains de ces produits sont des pesticides qui

ont été, pour diverses raisons, suspendus ou interdits sur les cultures vivrières dans ce pays (les USA, réd.). La majorité de ces pesticides non homologués et exportés sont des produits dont la teneur chimique n'est pas connue et n'a jamais été évaluée quant aux risques éventuels pour l'homme et pour l'environnement (...). Près de 20 o/o de ceux-ci (...) sont des pesticides que l'EPA a suspendus ou interdits à cause des dangers trop importants que leur utilisation fait courir à l'environnement, à la vie des hommes et de la faune." Dans le même rapport, l'EPA avoue benoîtement : "Pour être honnête avec vous, nous ne nous occupons absolument pas des exportations." Pourquoi en effet s'inquiéter de la santé du petit paysan costaricain, sri-lankais ou égyptien qui jamais ne viendra (ne pourra !) réclamer une quelconque indemnité à la suite d'une intoxication ?

Cobayes humains

Mais le cynisme de la pratique du double standard ne s'arrête pas là. Car le tiers monde sert également de bancs d'essais. Helen Howard révèle dans le *New Scientist* du 10 février 1983 que Ciba-Geigy avait engagé en 1976 six adolescents égyptiens pour tester le galcéron. Or ce produit a été retiré du marché suisse la même année car on a remarqué qu'il provoquait des tumeurs chez la souris... Plus fort encore : en

1979, la revue spécialisée *Ecotoxicology and Environmental Safety* publie une communication "scientifique" émanant du centre de recherche de Ciba-Geigy en Inde. Elle relate une expérience qui consistait à répandre de l'insecticide monocrotophos (nuvacon chez Ciba-Geigy) sur deux groupes de personnes, l'un composé de 5 femmes et 12 hommes de 13 à 57 ans, l'autre de 21 hommes de 22 à 50 ans. D'après l'*Index phytosanitaire* français, ce produit est "extrêmement dangereux". Ce qui n'empêcha pas les "chercheurs" de Ciba-Geigy d'asperger copieusement ces gens (les hommes étaient torse nu) qui demeurèrent soixante minutes dans le champ, une fois l'épandage terminé. But de l'opération : l'observation des effets sur les globules rouges et blancs du sang. Les cobayes humains, il est vrai, sont beaucoup plus fiables que les souris !²

Quelle efficacité ?

Au nom de l'efficacité, de l'amélioration du rendement agricole — les “bonnes âmes” bourgeoises diront “de la lutte contre la faim” — pesticides, insecticides et fongicides ont envahi le marché. Posons-nous donc la question : le rendement, en regard des coûts sociaux et humains, est-il vraiment spectaculaire ? Eh bien non ! Surtout si l'on additionne l'ensemble des coûts induits par l'utilisation massive des pesticides : santé, environnement, phénomène de résistance des vecteurs, etc. Un rapport américain, *The Global 2000 Report to the President*, note que : “La destruction de populations de nuisibles prédateurs des récoltes et leur résistance accrue aux pesticides répandus en très grande quantité constituent d'ores et déjà des difficultés importantes pour l'agriculture. Sur les fermes californiennes par exemple, 17 sur 25 des nuisibles majeurs sont devenus résistants (...), et les populations de prédateurs de ces nuisibles ont été réduites.” Ainsi certains experts pensent qu'en cas de totale suppression des pesticides aux Etats-Unis, les pertes seraient de l'ordre de 1 o/o toutes récoltes confondues, et de 4 o/o pour les cultures vivrières. Pour le même pays et concernant le maïs, entre 1964 et 1971, sa production a été multipliée par 1,9 ; mais pour ce faire, il a fallu multiplier la consommation d'insecticides par 273. Remarquable

“performance” ! Terriblement coûteuse de surcroît. Un expert américain, D. Pimentel, évalue à 839 millions de dollars les coûts sociaux et environnementaux dans son pays en 1977. On imagine la note pour les pays du tiers monde, là où le laisser-faire, l'absence de

PALUDISME ET DDT

Le DDT (dichloro-diphényltrichloréthane) a servi, durant les années cinquante, dans les campagnes d'éradication de l'anophèle, le moustique vecteur du paludisme. A un congrès réuni en septembre 1983 à Annecy, on s'est pourtant rendu compte que le paludisme reste la première maladie mondiale et menace 40 o/o de la population de la planète. Pire : les malades sont deux fois et demie plus nombreux qu'en 1968. Parmi les causes de cette dramatique évolution, une très importante : les moustiques sont devenus résistants aux insecticides, y compris aux successeurs du DDT. Les épandages massifs des années cinquante ont ainsi dégradé l'environnement et sélectionné des souches de moustiques capables de résister aux produits chimiques. Or ce phénomène de résistance a été observé en 1947 déjà, et confirmé en 1951. En outre, une fois le phénomène de résistance engagé, il est très difficile de l'enrayer. En 1969, 15 espèces d'anophèles résistaient au DDT ; en 1976, on en comptait 24. En fait, indirectement mais sûrement, les pesticides ont favorisé la progression du paludisme.

contrôle et le "sans-gêne" des multinationales ne connaissent aucune borne. Le sol dans les plantations de café du Kenya, pour ne citer qu'un exemple, est tellement gorgé de cuivre provenant des fongicides que plus rien n'y pousse.

A défaut d'augmenter réellement et à long terme les rendements agricoles et d'éradiquer les vecteurs porteurs de maladies (voir encart), les pesticides en tout cas continuent d'arrondir les bilans des multinationales de la chimie. Et le tiers monde de servir de poubelle et de marché de substitution, voire de champ d'expérimentation, à raison de... 10 000 à 20 000 victimes par an.

1. Mohamed L. Bouguerra. *Les poisons du tiers monde*. Editions La Découverte, 1985. Toutes les citations et données chiffrées sont tirées de cette étude.

2. Bouguerra cite le Dr Abdelaziz Saad qui affirme que 60 produits pesticides provenant de quinze firmes étrangères ont été testés au Soudan.

